



**Programme National d'Approvisionnement
en Eau Potable et d'Assainissement à
l'horizon 2015**

PN-AEPA 2015

**Opérationnalisation de la stratégie de mise en œuvre
de la composante « infrastructures d'assainissement
en milieu rural » du PN-AEPA**

**Volet 1: Contexte socio-économique des populations
et motivations liées à l'assainissement**

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
CONTEXTE DE L'ETUDE	6
OBJECTIFS DE L'ETUDE	7
RAPPEL DU MANDAT DU VOLET 1	8
METHODOLOGIE D'INVESTIGATION	9
Résultats attendus et Axes de recherche	9
Outils d'enquête	10
Unité d'analyse	10
I. ASSAINISSEMENT PRIVE : SITUATION DANS LA SPHERE FAMILIALE	11
I.1. L'état des lieux des pratiques et des comportements dans les ménages	11
I.1.1. La configuration socio-spatiale des ménages	11
I.1.2. La gestion des excréta et des eaux usées	15
I.2. Les logiques explicatives des comportements	19
I.2.1. Les notions de propreté et de saleté	19
I.2.2. Une maison propre / Une femme propre	20
I.3. Le rapport des communautés rurales à la latrine	21
I.3.1. Les raisons avancées de l'absence de latrine	21
I.3.2. L'avis sur la défécation dans la nature	21
I.3.3. Latrines et préoccupations pratiques des communautés	22
I.3.4. Latrines et habitat	22
I.4. Les freins socioculturels	23
I.5. Les précurseurs du changement	24
I.6. Motivations (culturelles, sociales et matérielles) à disposer d'une latrine.	24
I.7. Capacités intrinsèques d'investissement dans l'assainissement en milieu rural	27
II. ASSAINISSEMENT INSTITUTIONNEL ET PUBLIC	28
II.1. Assainissement institutionnel	28
II.1.1. Mode de gestion et d'entretien des latrines institutionnelles	28
II.1.2. Comportement des usagers	30
II.1.3. Constats des déficits et faiblesses des dispositifs	31
II.1.4. Motivations de participation des usagers à la mise en œuvre et à l'entretien	32

II.2. Assainissement public	33
II.2.1. Mode de gestion et d'entretien des latrines publiques	33
II.2.2. Comportement des usagers des latrines publiques	34
II.2.3. Motivations de participation des usagers à la mise en œuvre et à l'entretien	37
III. SYNTHÈSE D'ANALYSE	41
III.1. Assainissement privé	41
III.1.1. Conceptions de l'assainissement dans les fondements culturels des communautés rurales	41
III.1.2. Pratiques favorables ou défavorables à la mise en place des actions d'assainissement	41
III.1.3. Perceptions et les connaissances des communautés rurales sur l'assainissement	42
III.1.4. Positionnement de l'assainissement dans l'échelle des préoccupations et besoins pratiques des communautés rurales (modes de vie, modes de production, biens, services etc.)	43
III.1.5. Motivations culturelles, sociales et matérielles à investir ou s'investir dans l'assainissement	43
III.1.6. Initiatives endogènes relatives à l'investissement dans l'assainissement en milieu rural	43
III.1.7. Capacités intrinsèques d'investissement dans l'assainissement en milieu rural	44
III.1.8. Freins tangibles à l'investissement dans l'assainissement	44
III.2. Assainissement public et institutionnel	44
III.2.1. Perception des usagers sur les ouvrages d'assainissement institutionnels et publics	44
III.2.2. Différences de perceptions selon les ouvrages et les usagers	44
III.2.3. Initiatives locales relatives à l'investissement dans l'assainissement institutionnel et public	44
III.2.4. Freins et les conditions d'optimisation de la participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement / Capacités de participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement institutionnel et public	45
III.2.5. Modalités de participation financière des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement	45
III.2.6. Modalités de participation institutionnelle des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement	45
III.3. Pistes d'opérationnalisation pour les Volet 2, 3 et 4	45
III.3.1. Pour le Volet 2 : Options technologiques	45
III.3.2. Pour le Volet 3 : Information Education Communication	46
III.3.3. Pour le Volet 4 : Mécanismes, Principes, Dispositifs	46
ANNEXES	49
Annexe 1 : Questionnaires	49
Annexe 2 : Fiche de données	60
Annexe 3 : Personnes rencontrées et contacts	74
Annexe 4 : Equipes enquêteurs et contacts	75

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : RESULTAT THEMATIQUE ET ACTIVITE DE L'ETUDE	8
TABLEAU 2 : REGIONS VILLAGES ET ETHNIES	10
TABLEAU 3 : REGIONS ET NOMBRE DE MENAGES	10

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : NOMBRE DE PERSONNE DANS LE MENAGE	11
FIGURE 2 : NOMBRE DE PERSONNES DANS LA CONCESSION	12
FIGURE 3 : NOMBRE DE MENAGES DANS LA CONCESSION	13
FIGURE 4 : EXISTENCE D'ANIMAUX DANS LA CONCESSION	13
FIGURE 5 : EXISTENCE DE LATRINE	16
FIGURE 6 : LIEU DE DEFECATION	16
FIGURE 7 : USAGES DE DOUCHES	17
FIGURE 8 : LIEU DE REJET DES EAUX DE DOUCHE	18
FIGURE 9 : MOTIVATION A DISPOSER D'UNE LATRINE CENTRE EST	25
FIGURE 10 : MOTIVATION A DISPOSER D'UNE LATRINE SAHEL	26
FIGURE 11 : MOTIVATION A DISPOSER D'UN PUISARD NORD	26
FIGURE 12 : INTENTION CUMULEE A INVESTIR DANS LA CONSTRUCTION D'UNE LATRINE CENTRE EST, NORD ET SAHEL	27
FIGURE 13 : EXISTENCE DE LATRINE DANS LA MAISON DE L'USAGER DES LATRINES INSTITUTIONNELLES	31
FIGURE 14 : AVIS SUR L'ETAT DE L'ENTRETIEN DE LA LATRINE UTILISEE	32
FIGURE 15 : INTENTION DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LATRINE DANS UN LIEU PUBLIC	32
FIGURE 16 : MODALITES DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LATRINE INSTITUTIONNELLE	33
FIGURE 17 : EXISTENCE DE LATRINE DANS LA MAISON DE L'USAGER	37
FIGURE 18 : AVIS SUR L'ETAT D'ENTRETIEN DE LA LATRINE UTILISEE	37
FIGURE 19 : INTENTION DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LATRINE DANS UN LIEU PUBLIC	38
FIGURE 20 : MODALITES DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LATRINE PUBLIQUE	38
FIGURE 21 : EXISTENCE DE LATRINE DANS LA MAISON DES USAGERS	39
FIGURE 22 : AVIS SUR L'ETAT DE L'ENTRETIEN DE LA LATRINE UTILISEE	39
FIGURE 23 : INTENTION DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LATRINE DANS UN LIEU PUBLIC	40
FIGURE 24 : TYPE DE PARTICIPATION A LA MISE EN ŒUVRE DES LATRINES PUBLIQUES ET INSTITUTIONNELLES	40

LISTES DES ENCADRES

ENCADRE 1 : PROMISCUITE ET PERIL FECAL : CAS D'UNE FAMILLE ELARGIE DANS LE NORD	13
ENCADRE 2 : LATRINES ET MODE DE VIE PASTORAL : CAS DES TOUAREGS DE BEIGA	14
ENCADRE 3 : PROMISCUITE ET INITIATIVES PRIVEES DE GESTION DE L'ASSAINISSEMENT : CAS DU SITE D'ESSAKANE (SAHEL)	18
ENCADRE 4 : PERCEPTION DES FEMMES SUR LA SALUBRITE DOMESTIQUE: FOCUS GROUP A LEBA (NORD).	20
ENCADRE 5 : ENTRETIEN DES LATRINES INSTITUTIONNELLES D'UN CENTRE MEDICAL: HISTOIRE DE VIE D'UN BENEVOLE	29
ENCADRE 6 : ETAT DES LATRINES PUBLIQUES DE LA GARE DE OUAHIGOUYA : UN CONTRE-EXEMPLE	34
ENCADRE 7 : UTILISATION DES LATRINES PUBLIQUES ET PUDEUR : UN BLOCAGE CULTUREL DU SAHEL AU SEPTENTRION	35
ENCADRE 8 : LATRINE ET LEADERSHIP FEMININ : CAS D'UNE LEADER A TITAO (NORD)	47
ENCADRE 9 : CONSTRUIRE EN MATERIAUX LOCAUX : PIERRES TAILLEES (BOUCLE DU MOUHOUN ET SUD-OUEST)	48

LISTES DES PHOTOS

PHOTO 1 : CONCESSION D'UNE FAMILLE ELARGIE (NORD)	14
PHOTO 2 : LATRINE TRADITIONNELLE EFFONDREE (NORD)	14
PHOTO 3 : TOITURE DE CHAUME HABITATION A BEIGA (SAHEL)	14
PHOTO 4 : GESTION SPATIALE HABITAT A BEIGA	14
PHOTO 5 : INTERIEUR HABITATION TOUAREG A BEIGA (SAHEL)	15
PHOTO 6 : TYPE D'HABITATION TOUAREGUE A BEIGA (SAHEL)	15
PHOTO 7 : COMMERÇANT AU SITE AURIFERE D'ESSAKANE (SAHEL)	19
PHOTO 8 : PROPRIETAIRE DE DOUCHES AU SITE AURIFERE D'ESSAKANE (SAHEL)	19
PHOTO 9. DOUCHES DANS UNE CONCESSION SUR LE SITE AURIFERE D'ESSAKANE (SAHEL)	19
PHOTO 10 COUPLE A ESSAKANE : CHERCHEUR D'OR ET RESTAURATRICE (SAHEL)	19
PHOTO 11 HABITATION MOSSI (NORD)	22
PHOTO 12 HABITATION TOUAREGUE (SAHEL)	22
PHOTO 13 : HABITATION DAGARA (SUD-OUEST)	23
PHOTO 14 : HABITATION PEUHL (SAHEL)	23
PHOTO 15 : LATRINE EXTERNE A OUARGAYE (CENTRE-EST)	24
PHOTO 16 LATRINE EXTERNE A DAHORE (SUD-OUEST)	24
PHOTO 17 : LATRINE INSTITUTIONNELLE MAL ENTRETENUE DANS LE CENTRE EST	30
PHOTO 18 : ECOULEMENT DES EAUX USEES A LA GARE DE OUAHIGOUYA (NORD)	34
PHOTO 19 : GERANT DE LATRINES A LA GARE DE OUAHIGOUYA (NORD)	34
PHOTO 20 : GERANT DE LATRINES AU MARCHÉ DE BITTOU (CENTRE-EST)	35
PHOTO 21 PASSANT VENANT D'URINER A L'ENTREE DE LA LATRINE DU MARCHÉ DE DANO (SUD-OUEST)	35
PHOTO 22 : LATRINES PROCHES DES STANDS AU MARCHÉ DE TITAO (NORD)	36
PHOTO 23 : PORTEUSE DE PROJET D'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT A TITAO (NORD)	47
PHOTO 24 : CARRIERE DE PIERRES TAILLEES A SANABA (BOUCLE DU MOUHOUN)	48
PHOTO 25 LATRINES DE LA GARE DE DANO EN PIERRES TAILLEES (SUD-OUEST)	48

SIGLES ET ABREVIATIONS

CMA: Centre Médical avec Antenne chirurgicale

COGES: Comité de Gestion

CSPS: Centre de santé et de promotion sociale

IEC: Information Education Communication

IST: Infections Sexuellement transmissibles

ONG: Organisation Non Gouvernementale

PADL: Programme d'Appui au Développement Local

PADSEA: Programme d'Appui au Développement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement

PNAEPA: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement

TDR: Termes De Référence

VIH: Virus de l'Immunodéficience Humaine

Introduction

Le rapport sur le Contexte socio-économique des populations et les motivations liées à l'assainissement présente la situation en la matière du point de vue des pratiques des acteurs, de leurs logiques et de leurs avis. L'assainissement privé (familial) et collectif (institutionnel et public) sont couverts par cette étude avec pour finalité l'opérationnalisation de la stratégie de mise en œuvre de la composante « infrastructures d'assainissement en milieu rural ».

Le rapport présente les résultats et l'analyse des données issues de l'enquête de terrain conduite dans 5 régions du Burkina (Centre-Est, Nord, Sahel, Boucle du Mouhoun et Sud-Ouest). Nous en détaillons l'orientation méthodologique plus loin.

Nous en proposons la lecture suivante :

- Une première partie revient sur le contexte de l'étude, le mandat de l'étude, les axes et la méthodologie d'investigation
- Une deuxième partie traite de l'assainissement privé
- La troisième partie porte sur l'assainissement collectif (public et institutionnel)
- Enfin, le rapport propose des pistes d'opérationnalisation notamment pour les options technologiques, d'IEC et des principes et mécanismes d'ensemble.

Contexte de l'étude

Adopté en décembre 2006 par le gouvernement du Burkina Faso, le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement à l'horizon 2015 (PN-AEPA 2015) vise à améliorer la desserte en eau potable et l'accès à l'assainissement aussi en zone urbaine qu'en milieu rural.

En milieu rural plus spécifiquement, l'objectif de ce Programme au plan national est :

- d'atteindre 80 % de couverture à l'horizon 2015 contre 60 % en 2005 concernant l'accès à l'eau potable
- de passer de 14 % en 2005 à 57 % en 2015 s'agissant du taux d'accès à l'assainissement.

La composante 2 de ce programme, intitulé « Infrastructures d'assainissement Eaux usées et Excréta » en milieu rural, d'un financement de 64,4 milliards FCFA, porte sur :

- la construction de 395 000 latrines familiales
- la construction de 12 300 latrines publiques
- la construction de 60 000 puisards à usage individuel
- la réhabilitation de 100 000 latrines familiales

Ces infrastructures d'assainissement touchent précisément trois sphères sociales principales (et donc des catégories différentes d'usagers):

- sphère privée (ouvrages desservant les parcelles privées)
- sphère institutionnelle (ouvrages construits au sein de parcelles et bâtiments d'institutions publiques ou privées)
- sphère publique (ouvrages implantés dans le domaine public relevant des communes, notamment)

Les activités relatives à cette composante, et touchant ces trois sphères, constituent particulièrement l'objet de notre étude.

En effet, la Composante 1, elle, concerne le « Développement des infrastructures d'eau potable ». Quant à la Composante 3 « Cadre Unifié d'Intervention » elle est transversale car elle vise un renforcement des capacités des acteurs publics et privés dans la réalisation et la gestion des infrastructures.

Le PN-AEPA est coordonné et mise en œuvre par la DGRE et la DGAEUE du MAHRH et ses directions techniques (DAEP et DDTOA) sur la base des principes et stratégies suivantes :

- Un Comité de pilotage sous la tutelle MAHRH
- Des Comités Régionaux de pilotage placés sous celle des Gouvernorats
- Une implication des structures existantes et de toutes les parties prenantes (services étatiques, collectivités locales, ONG, secteur privé et société civile) en vue d'une appropriation du programme

Notre étude s'inscrit dans une démarche d'opérationnalisation de la mise en œuvre du projet en proposant un référentiel technique et méthodologique pour la réalisation du programme.

Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude consiste en une clarification et une opérationnalisation de la stratégie de mise en œuvre de la Composante 2 « Infrastructure d'assainissement Eaux Usées et Excréta » en milieu rural sur le principe d'une optimisation de l'implication des parties prenantes (Cf. Composante 3).

Les objectifs spécifiques concernent :

- l'analyse du contexte socio-économique des populations et les motivations liées à l'assainissement (gestion des excréta et des eaux usées)
- des propositions d'options technologiques et de critères de choix
- la définition de méthodes d'animation, de diffusion et de pérennisation des actions d'hygiène et d'assainissement
- la détermination de principes et mécanismes d'opérationnalisation de la stratégie

Rappel du mandat du Volet 1

Le volet 1 de l'étude : Contexte socio-économique des populations et motivations liées à l'assainissement comporte deux résultats attendus:

1. Une analyse de la motivation et de la capacité des populations rurales à investir dans l'assainissement privé (R 1.1)
2. Une analyse de la motivation et de la capacité des usagers à contribuer à l'entretien des équipements institutionnels et publics (R 1.2)

Pour chacun de ces résultats, les TDR suggèrent une série de thématiques et d'activités correspondantes. Nous les analysons à partir de la lecture proposée dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Résultat thématique et activité de l'étude

Contexte culturel et socio-économique des populations et motivations liées à l'assainissement	
Résultat 1.1 : Analyse de la motivation et de la capacité des populations rurales à investir dans l'assainissement privé	
Thématiques	Activités
T 1.1.1 : Place et conceptions de l'assainissement dans les contextes culturels	<ul style="list-style-type: none">▪ Analyser les conceptions de l'assainissement dans les fondements culturels des communautés rurales▪ Identifier les pratiques culturelles favorables ou défavorables à la mise en place des actions d'assainissement
T 1.1.2 : Perceptions de l'assainissement et motivations à y investir	<ul style="list-style-type: none">▪ Analyser les perceptions et les connaissances des communautés rurales sur l'assainissement▪ Evaluer le positionnement de l'assainissement dans l'échelle des préoccupations et besoins pratiques des communautés rurales (modes de vie, modes de production, biens, services etc.)▪ Apprécier les motivations (culturelles, sociales et matérielles) à investir (ou s'investir) dans l'assainissement en fonction des catégories sociales et socioprofessionnelles en milieu rural
T 1.1.3 : Capacités d'investissement dans l'assainissement	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les initiatives endogènes relatives à l'investissement dans l'assainissement en milieu rural▪ Evaluer les capacités intrinsèques d'investissement dans l'assainissement en milieu rural▪ Analyser les freins tangibles à l'investissement dans l'assainissement (coût par rapport à l'habitat, disponibilité des matériaux, mobilisation de la main-d'œuvre etc.)

Résultat 1.2 : Analyse de la motivation et de la capacité des populations rurales à investir dans l'assainissement institutionnel et public

Thématiques	Activités
T 1.2.1 : Perceptions des ouvrages institutionnels et publics par les différents usagers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser la perception des usagers sur les ouvrages d'assainissement institutionnels et publics ▪ Analyser les différences de perceptions selon les ouvrages et les usagers
T 1.2.2 : Capacités de participation financière des différents usagers à la mise en œuvre des équipements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les initiatives locales relatives à l'investissement dans l'assainissement institutionnel et public ▪ Evaluer les capacités de participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement institutionnel et public ▪ Analyser les freins et les conditions d'optimisation de la participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement
T 1.2.3 : Modalités de participation (financière et institutionnelle) des usagers à la gestion des ouvrages	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser les modalités de participation financière des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement ▪ Analyser les modalités de participation institutionnelle des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement

Methodologie d'investigation

Résultats attendus et Axes de recherche

Les deux composantes principales de l'étude concernent :

Le résultat 1.1 : Analyse de la motivation et de la capacité des populations rurales à investir dans l'assainissement privé

Le résultat 1.2 : Analyse de la motivation et de la capacité des populations rurales à investir dans l'assainissement institutionnel et public

Nous posons le postulat selon lequel, aussi bien dans l'assainissement privé que dans l'assainissement collectif, les motivations des acteurs et des usagers restent assujettis à leurs pratiques et aux logiques explicatives de ces pratiques. Au total, l'on ne peut véritablement appréhender les motivations à changer de comportement et à s'investir dans l'assainissement qu'en analysant les pratiques actuelles des acteurs et les logiques qui les sous-tendent.

Outils d'enquête

Les données relatives à l'analyse des deux composantes principales de l'étude ont été extraites à partir de trois outils d'investigation (Cf. Annexe 1):

- un questionnaire ménage (pour la sphère domestique)
- un questionnaire "responsables"
- et un questionnaire "usagers" des latrines (pour la sphère institutionnelle et publique).

Le contenu des questionnaires se compose de questions ouvertes, fermées et préformées. Dans un souci de cerner la logique qui sous-tend les pratiques des acteurs, nous avons moins mis l'accent sur les questions préformées : afin de ne pas trop suggérer les réponses auxquelles les interviewés ne pensent pas spontanément! Seul le traitement des réponses nous a permis d'identifier les types de rubriques qui rendent compte des pratiques et des logiques des populations dans différentes régions.

Unité d'analyse

Trois régions ont été retenues pour comme zones d'enquêtes :

- Centre-Est
- Nord
- Sahel

Cette diversité de zones d'enquête devrait permettre de déterminer non seulement des constantes mais aussi des spécificités discriminatoires entre les régions, aux plans des comportements socioculturels liés au rapport à la propreté et à la saleté, aux motivations à s'investir pour le changement de comportement et la construction de latrines et leur gestion.

Tableau 2 : Régions Villages et Ethnies

Régions	Villages et Communes	Ethnies
Centre-Est	Ouada Gngangdin (Bittou) Ouargaye, Salamboaré, Lalgaye, Kalgo (Ouargaye)	Bissa, Mossi, Yana,
Nord	Aouréma, Ramsa, Léba, Bingo Bobossin (Ouahigouya)	Mossi
Sahel	Beiga, Essakane, Korizena (Gorom-Gorom) Koria et Torodi (Dori)	Peuls, Bella, Touareg, Sonrai

Tableau 3 : Régions et nombre de ménages

Régions	Nombre de ménages
Centre-Est	20
Nord	24
Sahel	27
Total	71

Les régions de la Boucle du Mouhoun et du Sud-Ouest ont été visitées à titre indicatif, leurs données étant sommaires, elles n'ont pas été prises en compte dans l'analyse quantitative.

En ce qui concerne les usagers des latrines institutionnelles, 18 ont été interviewés dans les formations sanitaires et 11 dans les écoles ; quant aux usagers des latrines publiques, 8 ont été interrogés au niveau des marchés et 10 dans les gares. L'analyse de cet échantillon est globale. Cependant là où nous avons rencontré des spécificités, nous avons proposé une analyse différenciée essentiellement qualitative (Cf. aux encadrés). Enfin 15 responsables de latrines institutionnelles, et 11 responsables de latrines publiques ont été interrogés.

I. Assainissement privé : situation dans la sphère familiale

I.1. L'état des lieux des pratiques et des comportements dans les ménages

I.1.1. La configuration socio-spatiale des ménages

Dans notre échantillon d'enquête les ménages ruraux sont loin d'être nucléaires, 30% ont certes moins de 5 personnes (tendance probable à l'autonomie de jeunes chefs de ménages), mais l'on a encore 33 % des ménages qui regroupent plus de 10 membres.

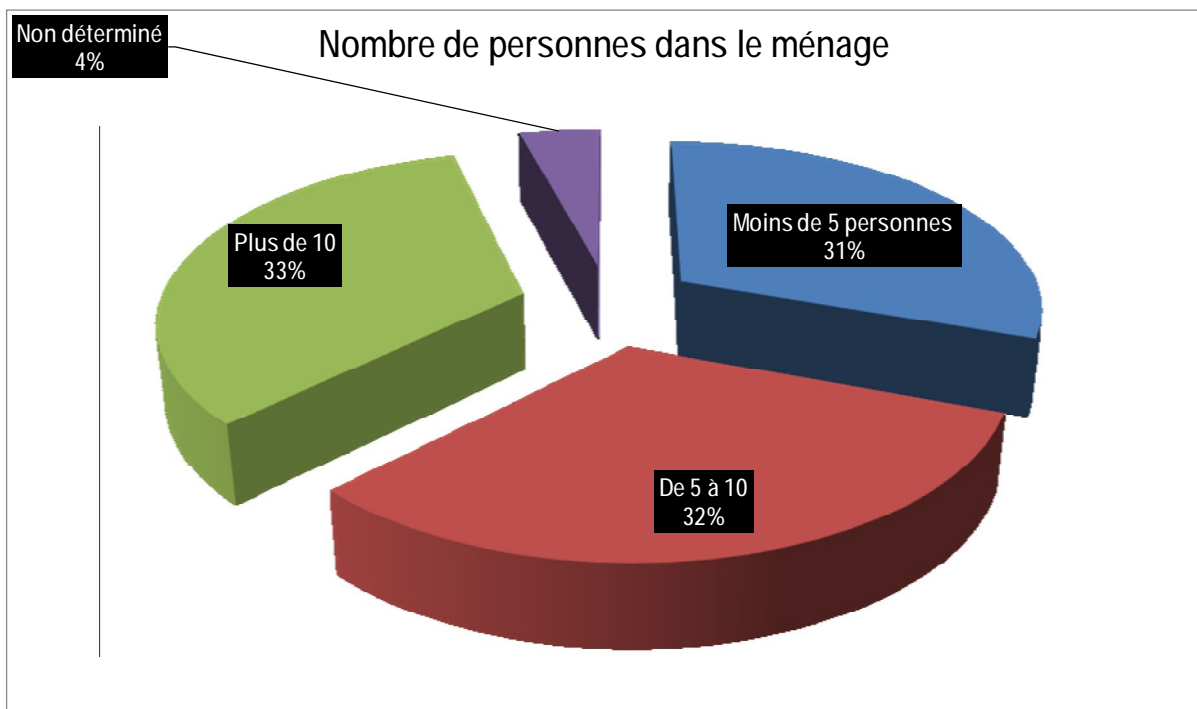


Figure 1 : Nombre de personne dans le ménage

Les ménages vivent le plus souvent dans des concessions suivant l'organisation traditionnelle de la famille élargie. La tendance majoritaire est de 2 à 5 ménages par concession (50 %), 22% des concessions regroupent plus de 5 ménages. Le regroupement familiale, en termes d'organisations sociale et socio-productive,

induit souvent des problématiques plus complexes de gestion de la salubrité domestique (promiscuité, animaux dans la cour, gestion des eaux usées etc.) d'autant plus que le nombre de personnes dans une concession à famille élargie est parfois très important. En effet, si la tendance majoritaire est dans la fourchette de 10 à 30 personnes ; dans 6 % des cas, l'on a des groupes humains de 30 à 50 personnes.

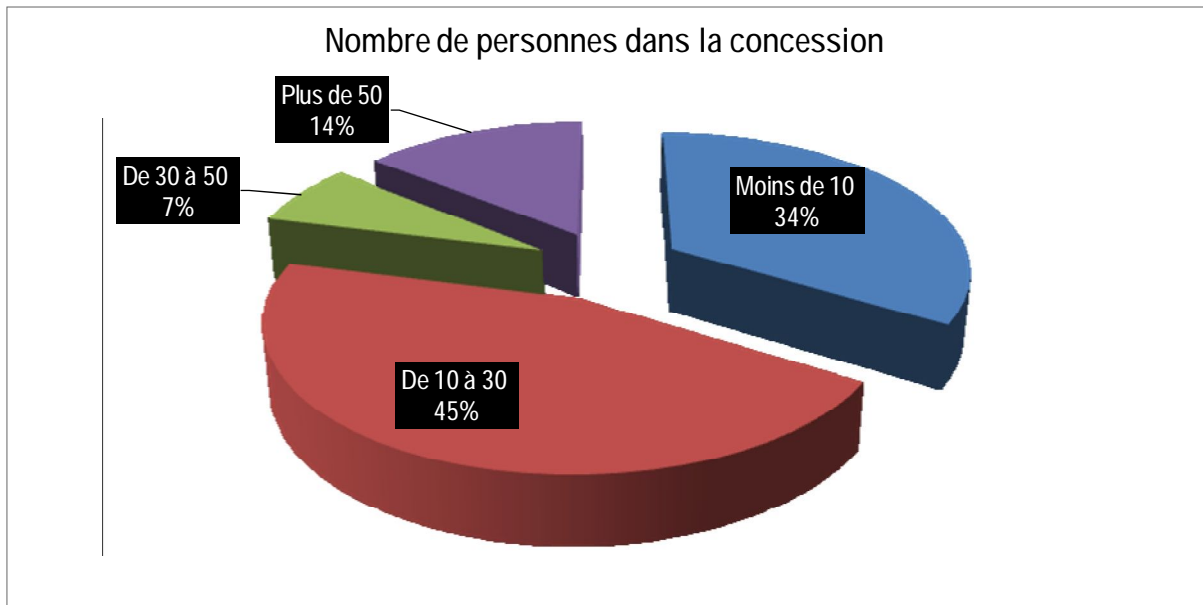


Figure 2 : Nombre de personnes dans la concession

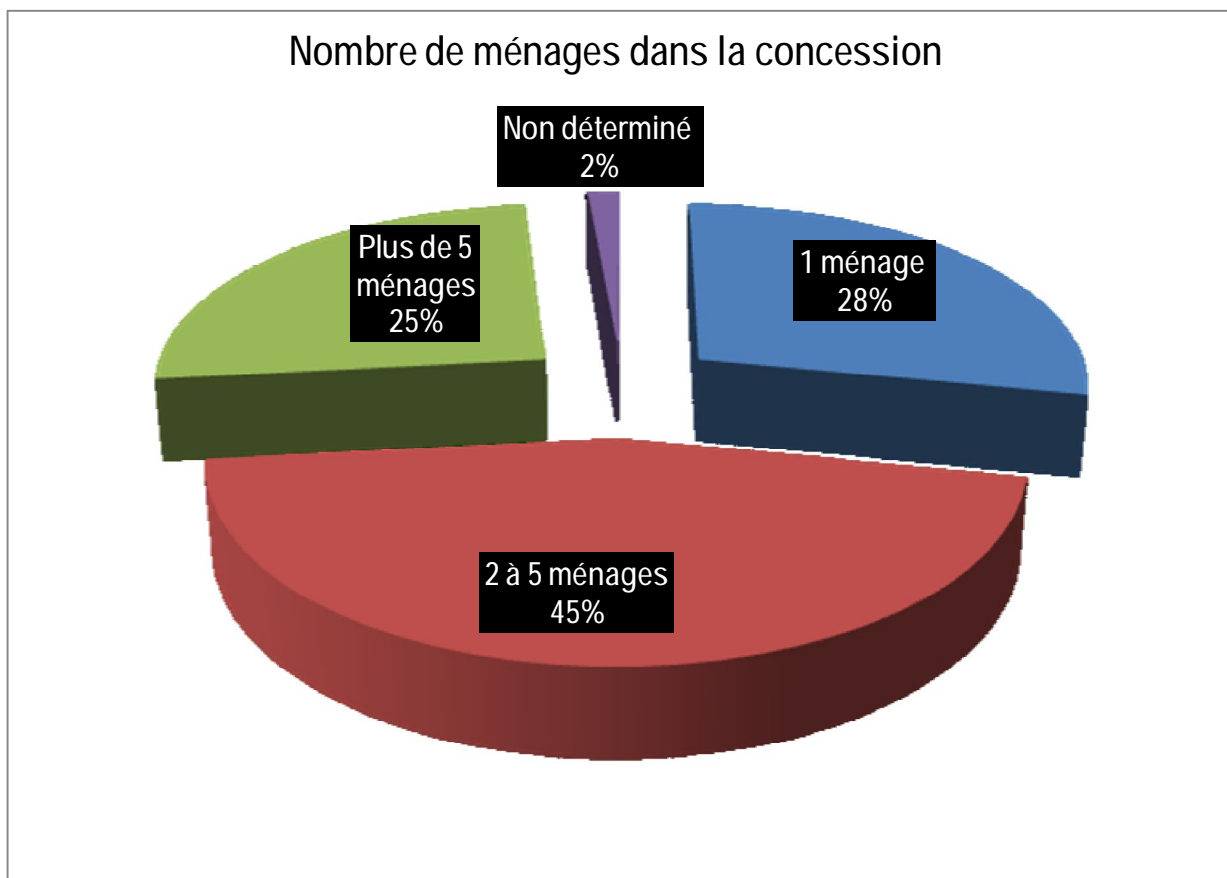


Figure 3 : Nombre de ménages dans la concession

La présence d'animaux dans les concessions concerne 86 % des ménages (dans la moitié des cas, il n'y a pas d'enclos).

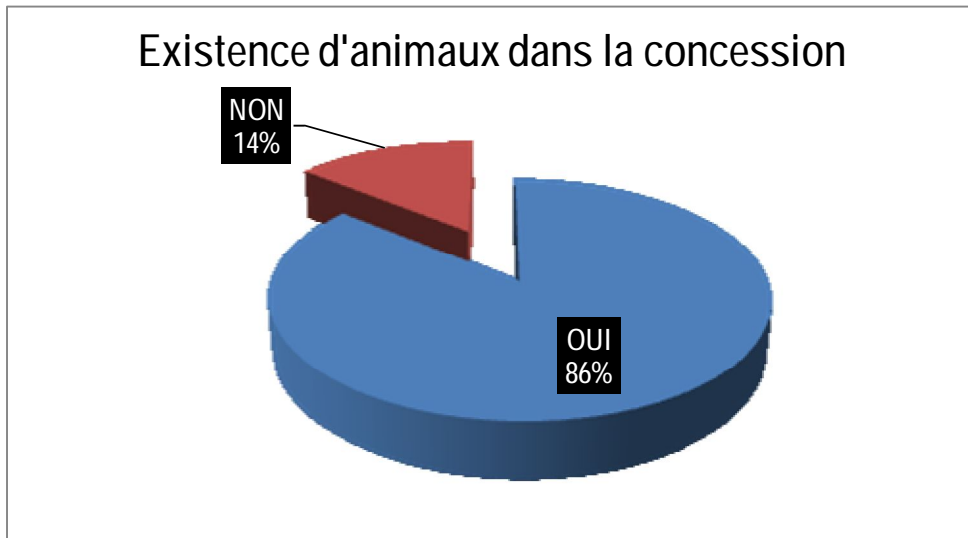


Figure 4 : Existence d'animaux dans la concession

L'encadré suivant est significatif de la diversité des problèmes d'assainissement qui se posent au sein d'une famille élargie en milieu rural.

Encadré 1 : Promiscuité et péril fécal : cas d'une famille élargie dans le Nord

Certains modes de regroupement familial dans le Nord sont typiques de la conception de la famille élargie. Le cas de la concession C du village de L. est caractéristique de cette situation où le patriarche, les chefs de ménages et les collatéraux vivent ensemble en unités de production et de commensalité : 15 ménages et au moins 75 personnes vivent dans la concession en question. Les modes de production s'expriment dans la vie quotidienne de cette famille jusque dans le cadre de vie : les productions céréalières (mil, sorgho) et les résidus agricoles sont stockés dans la concession, les animaux y sont parqués ainsi que leurs déjections. Les cours sont encore plus insalubres pendant les périodes d'intenses activités de production, où le temps fait défaut !

Dans cette configuration socio-spatiale propice à la promiscuité, la plupart des membres des ménages n'assurent pas les bases essentielles de l'hygiène domestique : deux latrines traditionnelles sont censées être les lieux de défécation pour toute la concession; en fait l'une s'est effondrée et la seconde est destinée presque exclusivement aux personnes âgées, parce qu'elles sont impotentes et ne peuvent aller déféquer dans la nature comme la majorité des membres de la famille. Situation parfois encore plus problématique : certains produits alimentaires sont stockés près des latrines au mépris des risques liées à leur consommation.



Photo 1 : Concession d'une famille élargie (Nord)



Photo 2 : Latrine traditionnelle effondrée (Nord)

Encadré 2 : Latrines et mode de vie pastoral : cas des touaregs de Beiga

Dans la région de Gorom-Gorom, le village de Beiga offre l'exemple typique du mode de vie des pasteurs sédentarisés. Ce mode de vie ancestral se caractérise par des déplacements saisonniers à la recherche de pâturages; la fixation sur un site est consécutive à la nécessité de produire des céréales en complément des produits d'élevage (agro-pastoralisme).

L'habitat est ouvert et l'habitation, initialement en matériaux végétaux du fait même de cette mobilité, utilise maintenant de l'adobe. Ce cadre de vie paraît certes salubre : habitat aéré et ensoleillé, balayage des alentours, intérieur propre. Mais l'ensemble est dénué de latrine et la défécation se fait dans la nature, de plus en plus loin des habitations, car les broussailles se retrouvent éloignées des abords immédiats des tentes et cases dans cet agro-climat aride.

Dans ce cadre de vie la latrine ne fait pas partie des préoccupations domestiques quotidiennes des populations : ceci participe d'une logique qui estime que le stockage des selles dans une latrine équivaut à une pollution de l'espace de vie. La latrinisation dans ce milieu se présenterait donc comme une innovation dont le processus doit être bien pensé.



Photo 3 : Toiture de chaume habitation à Beiga (Sahel)



Photo 4 : Gestion spatiale habitat à Beiga



Photo 5 : Intérieur habitation touareg à Beiga (Sahel)



Photo 6 : Type d'habitation touarègue à Beiga (Sahel)

I.1.2. La gestion des excréta et des eaux usées

Sur l'ensemble des ménages enquêtés 46 % ne disposent pas de latrines, et ceux qui se comptabilisent dans les ménages disposant de latrines ont en fait des équipements de types traditionnels très souvent en mauvais état. Ces latrines se caractérisent très souvent par :

- un effondrement de la fosse
- un trou non construit en matériaux définitifs
- une clôture en banco ou en matériel végétal

L'entretien des latrines domestiques est en outre très sommaire : balayage autour de la latrine et du trou de défécation, faible cas d'utilisation d'eau et de savon, manque de solutions et sous-information quant à la vidange.

Il faut noter dans le relèvement du taux de ceux qui disposent de latrines, l'effort de latrinisation entrepris depuis quelques années dans une région comme le Centre-Est (Ouargaye par exemple où beaucoup de projets ont initié des actions dans ce sens) ; actions qui influencent cette tendance globale dans notre échantillon.

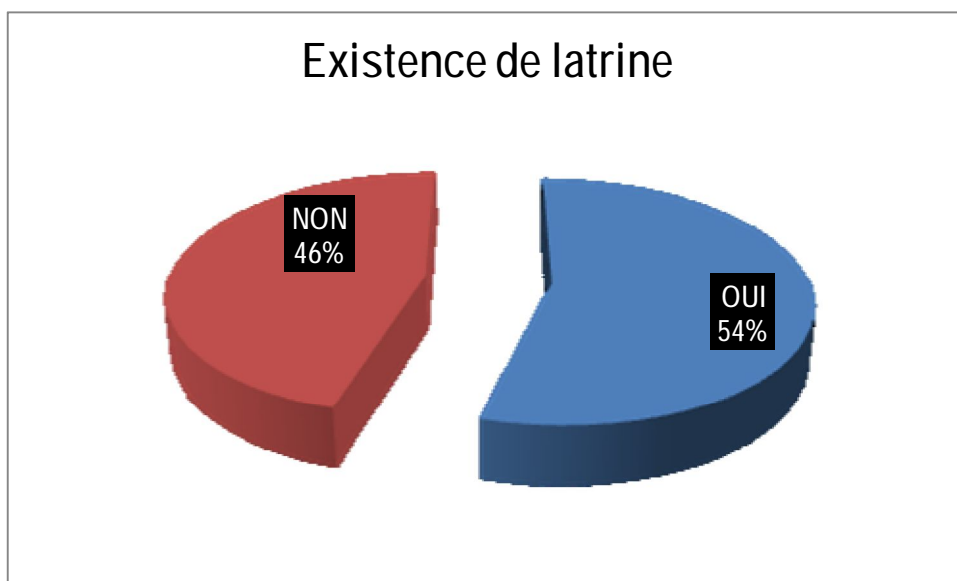


Figure 5 : Existence de latrine

Mais la donnée significative majeure, qui confirme la tendance nationale et relativise les données sur l'existence de latrine, est cette fameuse défécation dans la nature : 78 % de nos ménages de notre échantillon défèquent dans la nature (nous analysons plus loin les logiques qui sous-tendent cette pratique) ce qui se rapproche des données nationales produites par l'INSD (2006) qui indiquent en la matière 78,4%. Cf. le rapport 1 de notre étude.

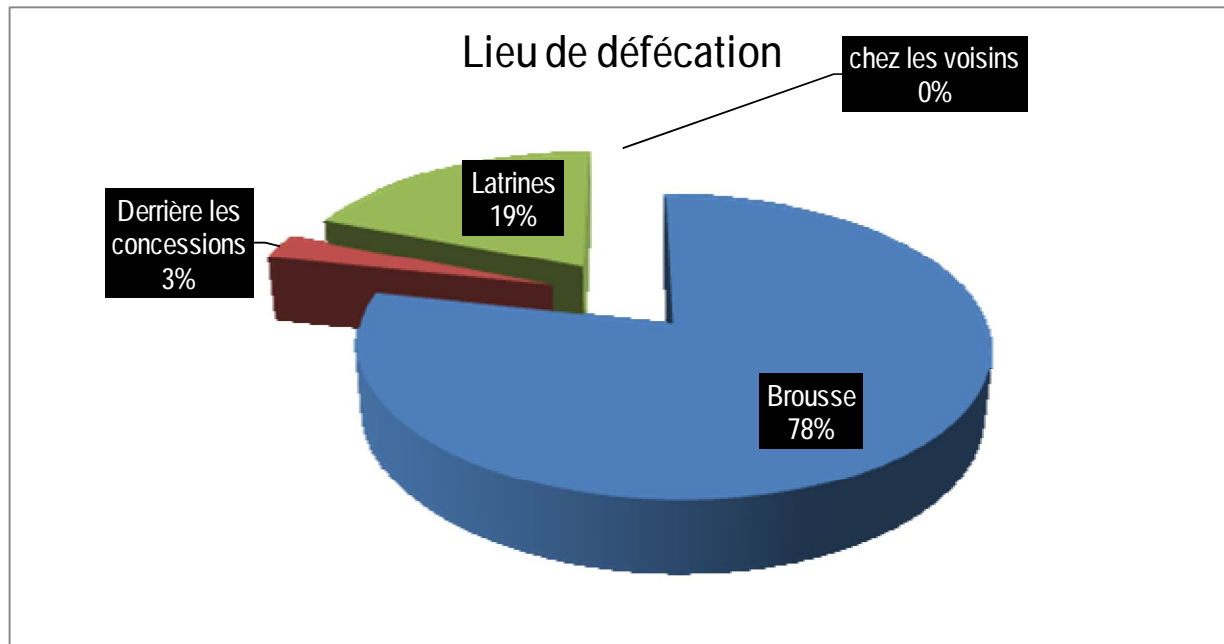


Figure 6 : Lieu de défécation

Si 87 % affirme se laver les mains après défécation, 27 % n'utilisent que l'eau (le savon n'est pas utilisé dans cette proportion).

L'existence de douches traditionnelles (très souvent en banco, souvent juste un espace clôturé de matériaux végétaux) est le cas de la majorité des ménages : 75 % affirme disposer de douches traditionnelles, 6% de douches modernes (parpaings), 8% se lavent dans l'enceinte des latrines, et les autres utilisent d'autres modes (aux alentours des concessions, souvent la nuit etc.).

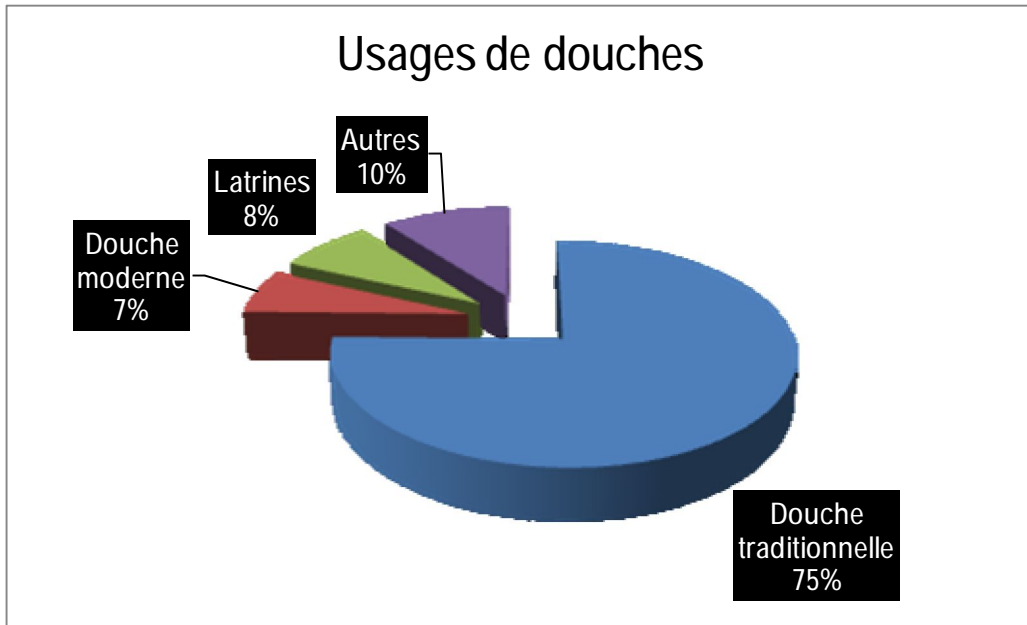


Figure 7 : Usages de douches

Quant aux lieux de rejet des eaux de douches, l'usage de puisard représente seulement 30 %: à ce propos, en guise de puisards, il s'agit souvent de trous sommairement empierrés dont les eaux se déversent sur la voie attenante. En réalité, pour la majorité des ménages, les eaux de douche se déversent aux alentours des concessions (40 %). Dans certains sites de forte concentration humaine et de promiscuité, prendre une douche est un acte aléatoire du fait de la pénurie d'eau, du caractère sommaire des équipements domestiques, du statut d'occupants provisoire des lieux n'incitant pas à la réalisation d'infrastructures pérennes en la matière. C'est le cas des sites aurifères où la couverture en équipements domestiques pour les excréta et les eaux usées est déficiente.

Les rejets des eaux de lessive et de vaisselle obéissent aux mêmes types de comportements du fait de l'absence d'équipement en la matière.

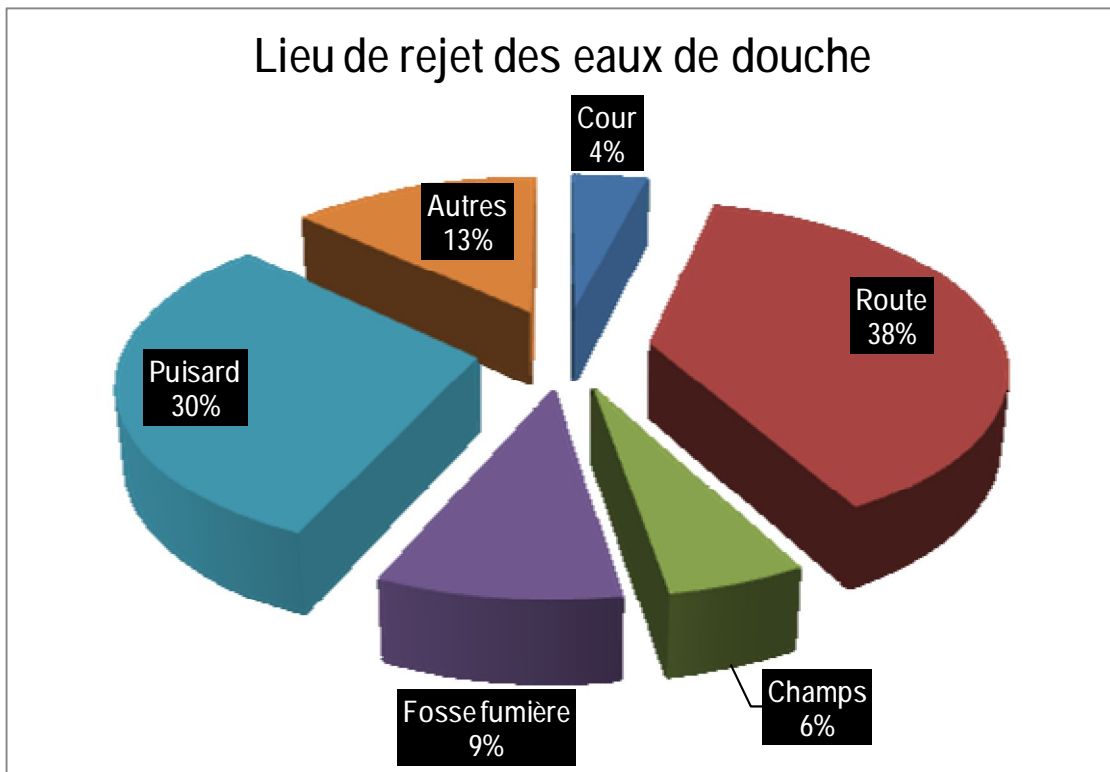


Figure 8 : Lieu de rejet des eaux de douche

L'encadré suivant fait un zoom sur le cas du site aurifère d'Essakane dans la région de Gorom-Gorom.

Encadré 3 : Promiscuité et initiatives privées de gestion de l'assainissement : cas du site d'Essakane (Sahel)

Le site aurifère d'Essakane, dans la région de Gorom-Gorom, est un condensé des problématiques d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. La "ruée vers l'or" a commencé au milieu des années 80 et à drainé depuis, une population de plusieurs milliers de personnes originaires de différentes régions du Burkina, mais aussi d'autres pays africains (nigériens, maliens, togolais, béninois, nigériens etc.). Le processus d'installation spontanée dans des habitations précaires en matériaux végétaux puis en banco, engendre une diversité d'implications sociologiques, socio-économiques et socio-sanitaires dans un contexte de cohabitation multiculturelle.

Stratégies matrimoniales intercommunautaires, promiscuité et difficultés d'accès aux services sociaux de base caractérisent en effet ce site particulier.

L'eau (venant d'une pompe solaire à 4 km) est un problème quotidien (à certaines périodes, le bidon de 20 l atteint 100 F, la barrique de 200 l, 1000 F) ; le CSPS enregistre des cas élevés de dermatoses, teignes, prurits vulvaires chez les femmes. Les conditions d'évacuation des excréments et eaux usées sont très sommaires dans la plupart des habitations. Des acteurs locaux tentent de répondre à la demande en proposant des infrastructures privées en la matière.

Le cas de A. M est intéressant en l'espèce. Originaire du Mali, il est arrivé à Essakane en 1986 : commerçant de son état, il a voulu diversifier ses activités en construisant une quinzaine de douches en 1989, après avoir racheté la place qu'il occupe désormais. Prendre une douche coûte au client 25 F (accès à l'eau et utilisation de la douche, sans le savon apporté par le client lui-même). Mais ce prix peut aller du simple au double en période de pénurie d'eau. A. M. emploie son fils comme gérant

et fait des recettes journalières de 2000 F. Pour fidéliser ses clients, il a construit deux latrines d'usage gratuit (mais elles se sont effondrées). Le site actuel fera l'objet d'un déguerpissement prochain dans le cadre de l'installation de la société minière Essakane SA.

A. M estime que cette activité de promotion de latrines privées pourrait "marcher" même après la réinstallation sur le nouveau site.



7

Photo 7 : Commerçant au site aurifère d'Essakane (Sahel)



8

Photo 8 : Propriétaire de douches au site aurifère d'Essakane (Sahel)



9

Photo 9. Douches dans une concession sur le site aurifère d'Essakane (Sahel)



10

Photo 10 Couple à Essakane : chercheur d'or et restauratrice (Sahel)

I.2. Les logiques explicatives des comportements

I.2.1. Les notions de propreté et de saleté

La notion de propreté est bien évidemment présente dans toutes les communautés rurales burkinabè: toutefois, pour la plupart des groupes ethniques, elle renvoie prioritairement à :

- l'entretien du cadre de vie (balayage)
- l'hygiène corporelle (se laver, laver ses habits, utiliser le savon)
- l'hygiène alimentaire (consommer de la nourriture saine, boire l'eau potable).

Un autre élément sociologiquement intéressant ici est que cette vision de la propreté et de l'hygiène est perçue par les populations rurales en termes de cohésion sociale et de rapports de voisinages entre habitants : si la cohésion sociale est distendue, elle rejaillit sur la gestion de la propreté dans la famille.

De façon symétrique, la saleté renvoie essentiellement à un déficit d'entretien du cadre de vie (non évacuation des ordures, des déchets, mauvaises odeurs etc.) et non pas l'absence de latrines.

1.2.2. Une maison propre / Une femme propre

De l'avis de nos enquêtés, une maison propre se caractérise par :

- un entretien quotidien (balayage des ordures, incinération des ordures, entretien des latrines et des douches si elles existent, "enlèvement" des insectes etc.)
- puis des équipements et une organisation spatiale de la cour (clôture, toiture sûre, pas d'animaux dans la maison, pas de poules, pas d'insectes etc.).
- les comportements des personnes dans la maison (habits propres, lessive et vaisselle, entretien des enfants, eau potable et nourriture saine, faire dormir l'étranger dans de bonnes conditions etc.) :

La vision symétrique d'une maison sale la caractérise par :

- un manque d'entretien quotidien (maison non balayée, odeurs nauséabondes etc.)
- un manque d'équipements et d'organisation spatiale de la maison (manque d'eau, présence d'animaux, déchets des animaux, tiges, sachets plastiques, toit de la maison perméable, souris partout, toiles d'araignées, manque de latrines, de douche etc.)
- des comportements sociaux défavorables des personnes dans la maison (habits sales, rôles non définis, maison où la femme est sale, ustensiles sales, nourriture non protégée, des femmes et des enfants qui vont n'importe où, des gens venant de n'importe où dans la maison...manque d'éducation, pas de cohésion dans la famille, une maison où il y a l'adultère etc.)

Cette vision axée sur l'entretien quotidien donne une place et une responsabilité centrales à la femme dans la gestion de l'hygiène domestique. La femme est en effet tenue de s'occuper :

- de sa propre hygiène corporelle (se laver, se coiffer, éviter les poux etc.)
- de la salubrité domestique aux plans de l'organisation socio-spatiale et alimentaire (balayer sa maison, faire la vaisselle, faire la lessive, laver ses enfants, protéger la nourriture, mobiliser et utiliser de l'eau propre etc.)
- d'adopter un certain nombre de comportements normatifs dans la relation avec son conjoint et l'entourage familial (ne pas être paresseuse, éviter les comportements déviants mettant en péril la stabilité de l'unité domestique etc.)

Encadré 4 : Perception des femmes sur la salubrité domestique: Focus group à Léba (Nord).

« La propreté garantit la santé et est socialement appréciée. Dans une concession propre, tout doit l'être : les personnes, la cour, les ustensiles, les vêtements. Quand on y entre on n'est pas accueilli par des miasmes. C'est essentiellement la femme qui garantit cette propreté. Puisque que cette propreté garantit la santé, il vaut mieux s'en occuper pour prévenir les maladies ('*Kok te pata, sao bbsgo*' ''mieux vaut prévenir que guérir''). En effet la responsabilité de la femme est écartée dans la survenue de la maladie, si elle est propre et balaie régulièrement sa maison ('*pils roogo, nmong nong boom*' : ''il faut balayer proprement la maison et rejeter le tort sur le dos du scorpion''). La latrine peut être une composante de la propreté de la maison, mais l'assainissement dans son ensemble est l'affaire de toutes les couches sociales : - nous pouvons balayer toujours, aider nos maris et nos familles à améliorer le cadre de vie, mais la nature de nos concessions, les matériaux de construction, les animaux, les pluies, les vents ne favorisent pas l'effort d'entretien que nous fournissons ».

De toute cette vision de la propreté et de la saleté, l'existence d'une latrine est très faiblement évoquée dans cette conception culturelle. Pour comprendre les motivations des communautés et leur degré d'investissement dans cet équipement, il importe d'analyser leur rapport à la latrine, à la lumière d'un certain nombre de déterminants et de logiques sociétales qui influencent leurs comportements dans la sphère privée mais aussi, comme nous le verrons plus loin, dans la sphère institutionnelle et publique.

I.3. Le rapport des communautés rurales à la latrine

I.3.1. Les raisons avancées de l'absence de latrine

Le facteur récurrent avancé pour expliquer le manque de latrines est le manque de moyens matériels (« ça coûte cher ! », « nous n'avons pas de moyens ! »). Mais à lui tout seul, ce facteur n'explique pas tout; l'habitude de la défécation dans la nature se présente comme une solution de facilité empêchant la latrinisation (« j'ai la brousse à côté »), sous-entendant la non nécessité de fournir un effort (en moyens et en temps) pour construire une latrine. Certains avancent la sous information ou la méconnaissance de la démarche de construction même d'une latrine traditionnelle ou moderne. Les référents culturels, comme la pudeur, qui amène à se ''cacher'' pour aller déféquer au loin, au lieu de le faire dans une latrine visible par tous dans la maison, constituent aussi des blocages certains.

I.3.2. L'avis sur la défécation dans la nature

La majorité de ceux qui avouent déféquer dans la nature en font ressortir les incidences néfastes sur leurs modes de vie et leur environnement immédiat. Les incidences négatives citées sont :

- les maladies
- l'insalubrité
- l'exposition au regard des autres
- L'insécurité (serpents, scorpions, agressions etc.)
- Les risques en cas de diarrhée

- Les contraintes de la distance pour les personnes âgées et impotentes, pour les enfants etc.

Mais d'autres assument leur choix de défécation dans la nature (« la latrine dans la maison apporte les saletés, en brousse ça éloigne les saletés »).

I.3.3. Latrines et préoccupations pratiques des communautés

Dans un milieu rural aux modes de productions et de vie (agriculture, élevage, petit commerce, artisanat, activités domestiques, activités communautaires) très chronophages, contrairement à ce qu'on pense souvent, la latrine est reléguée loin derrière les besoins pratiques et stratégiques du ménage. Les efforts des ménages sont plus tendus vers l'autoconsommation du ménage, les activités génératrices de revenus, la santé etc. De ce point de vue, tous les modes de production se valent : agricole, pastorale, sylvicole etc.

I.3.4. Latrines et habitat

Les types d'habitat sont variés selon les régions (Cf. photos habitats en zones mossi, touareg, dagara et peuhl). Ce facteur est finalement moins opérant sur l'existence ou non des latrines que les autres aspects culturels. Dans la région de Ouargaye, dans certaines concessions en matériaux définitifs d'un standing élevé pour une zone semi-rurale, les latrines ne sont pas prévues. Quand c'est le cas, la latrine est construite hors de la concession, déifiant ici la pudeur et la discrétion qui caractérisent le Nord et le Sahel plus particulièrement. (Cf. photos d'une concession à Ouargaye). Ce cas de Ouargaye montre la nécessité de discuter de l'emplacement de la latrine dans la phase de mise en œuvre.



11

Photo 11 Habitation mossi (Nord)



12

Photo 12 Habitation touarègue (Sahel)



13

Photo 13 : Habitation dagara (Sud-Ouest)



14

Photo 14 : Habitation peuhl (Sahel)

I.4. Les freins socioculturels

Le comportement courant, connu de tous, concernant le milieu rural est donc cette fameuse « défécation dans la nature ». De tout temps, l'on a tenté d'expliquer ce comportement par l'ignorance ou le manque de moyens. Mais d'autres facteurs explicatifs pourraient permettre de mieux appréhender cette pratique : notre enquête a montré que la défécation dans la nature est liée au refus de construire une latrine dans la cour. La latrine au sein de la concession étant considérée comme un équipement à risque qui polluerait la salubrité domestique (réalité objective de gérer son entretien ?). En tout état de cause, c'est une logique fortement ancrée dans l'esprit des communautés : logique qui les amène, en cas de nécessité de construction d'une latrine, à la positionner hors de l'espace domestique immédiat.

Pour les populations de la zone sahéenne (peuhl, touareg) que nous avons interviewées, construire une latrine ne rentre pas dans les actes convenables. On désapprouve ceux qui s'y hasarderait (« une personne adulte et sensée ne défèque pas dans sa maison »). La notion de l'espace de vie couvre l'ensemble de la concession : y déféquer c'est le souiller et le rendre insalubre ; on préfère donc aller faire ses besoins hors de cet espace (espace de vie/espace global). Ceci renvoie peut-être à une difficulté objective d'assurer la salubrité d'une latrine à l'intérieur d'une concession ! Ici on voit que l'impact éco systémique global n'est pas perçu, seul compte la logique d'assurer la salubrité dans sa sphère domestique privée ! D'ailleurs à Ouargaye (Centre Est) et Dahoré (Sud-Ouest) nous avons des cas où les latrines traditionnelles d'initiatives individuelles ont été construites hors de la cour de la concession (en quelque sorte, cette conception de la salubrité prend ici le pas sur la discrétion fortement évoquée au Sahel). Cf. photos.



15

Photo 15 : Latrine externe à Ouargaye (Centre-Est)



16

Photo 16 Latrine externe à Dahoré (Sud-Ouest)

Cette difficulté à gérer les latrines à l'intérieur des concessions est finalement une donnée effective: on en perçoit le danger particulièrement dans la région du Nord (promiscuité des ménages yarsé, habitat à famille élargie, stockage de produits alimentaires au niveau des latrines, difficultés réelles d'assurer l'entretien de cet équipement etc.). Cf. photos.

I.5. Les précurseurs du changement

Des blocages socioculturels existent donc quant à la latrinisation en milieu rural burkinabè! Mais ils peuvent être levés par un certain nombre de facteurs liés aux risques même de la défécation dans la nature qui ressortent dans les motivations des acteurs. La prise de conscience du péril fécal est souvent clairement exprimée : « Une personne qui défèque dans la nature est comme un animal ! » (Sawadogo H., un agriculteur de Gnangdin qui a une latrine dans sa cour) ou « Une personne qui n'a pas de latrine n'est pas un homme libre » (Koudougou I. agriculteur de Katenga, à Ouargaye ; il ne possède pas de latrine).

Certaines valeurs culturelles endogènes peuvent être utilisées pour impulser le processus de changement social : dignité, socle social, socle religieux, rôle de chacun dans la gestion collective de la propreté (partir de la sphère domestique vers la sphère publique : l'hygiène communautaire commence par l'hygiène familiale).

I.6. Motivations (culturelles, sociales et matérielles) à disposer d'une latrine.

Les principales motivations des populations à s'investir dans l'assainissement tiennent à une combinaison entre des contraintes socioculturelles ressenties suite à l'absence de latrine et une certaine prise de conscience consécutive à l'action des projets. Les ménages interrogés se disent prêts à s'investir dans la construction d'une latrine à un titre ou un autre. C'est un peu la tendance générale pour toutes les régions. Mais l'on peut relativiser : car il y a un écart entre cette profession de foi et la capacité réelle à changer l'ordre des choses.

A la question de savoir ce qui les motive dans la construction d'une latrine, ils répondent par les facteurs suivants :

- assurer la santé (éviter les maladies)
- assurer la propreté domestique (salubrité du ménage)
- avoir un environnement sain
- éviter la honte (surtout en présence d'un visiteur étranger)
- faire ses besoins dans la discrétion
- avoir un lieu de défécation proche (proximité pour les personnes âgées notamment et les enfants)
- assurer sa sécurité (éviter les serpents, scorpions lors de la défécation en brousse)

En prenant deux exemples (régions du Centre-Est et du Sahel), l'échelle de ces motivations à disposer d'une latrine se présente ainsi que les exposent les figures suivantes :

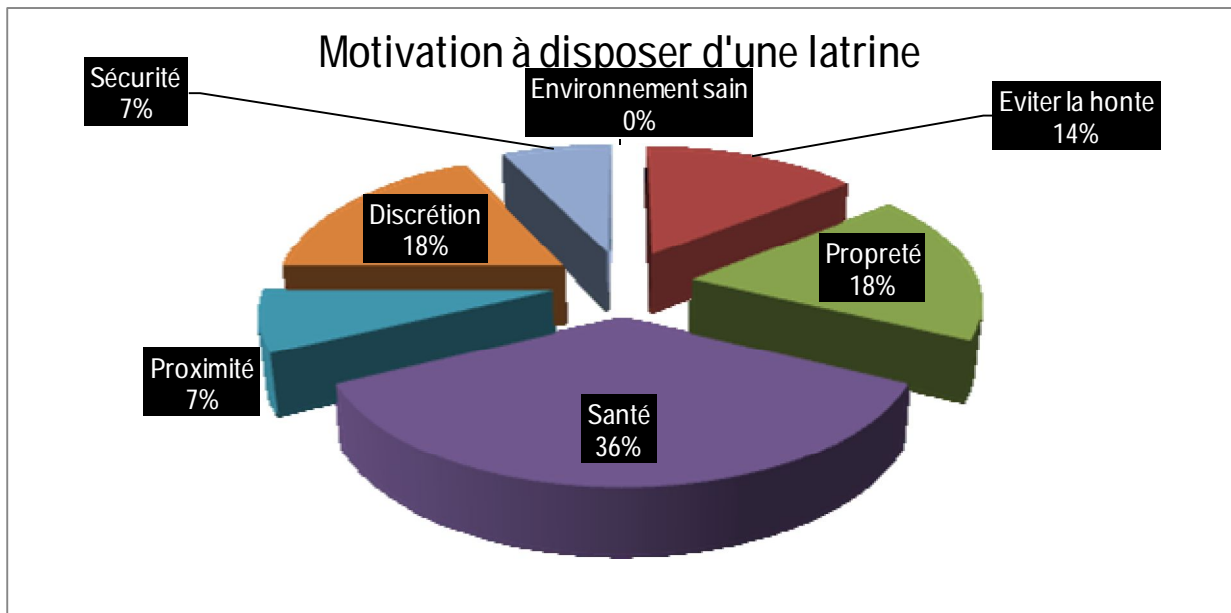


Figure 9 : Motivation à disposer d'une latrine Centre Est

--

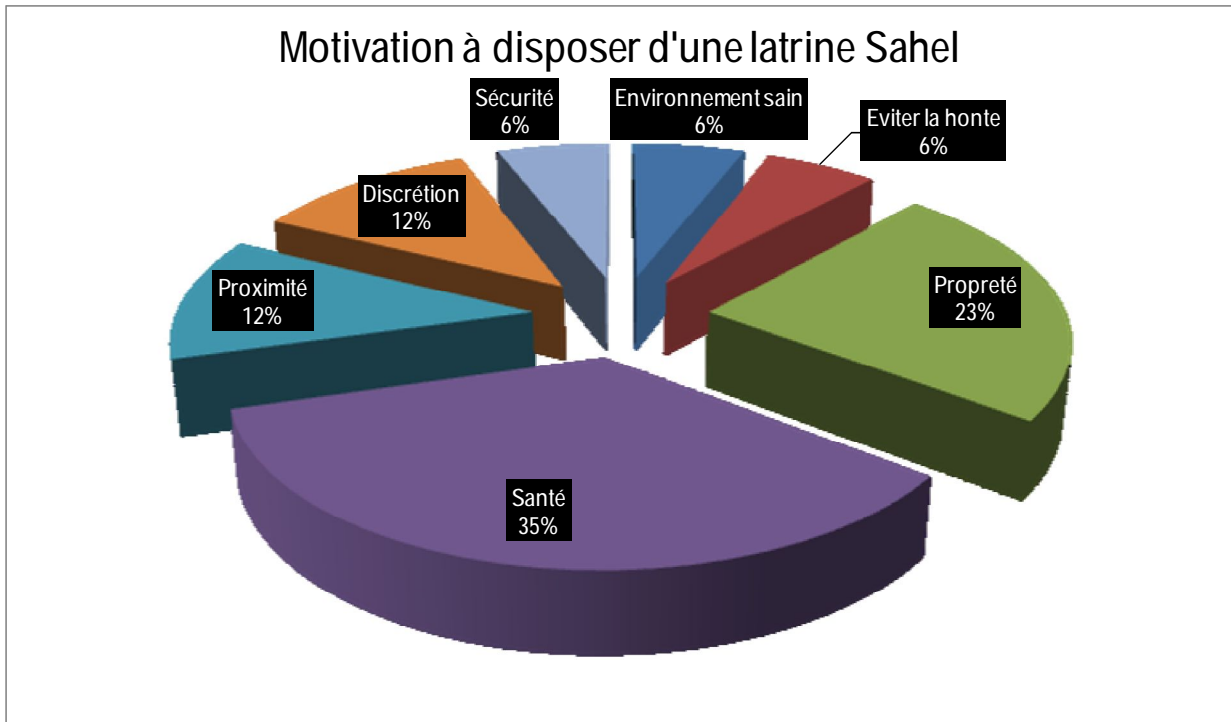
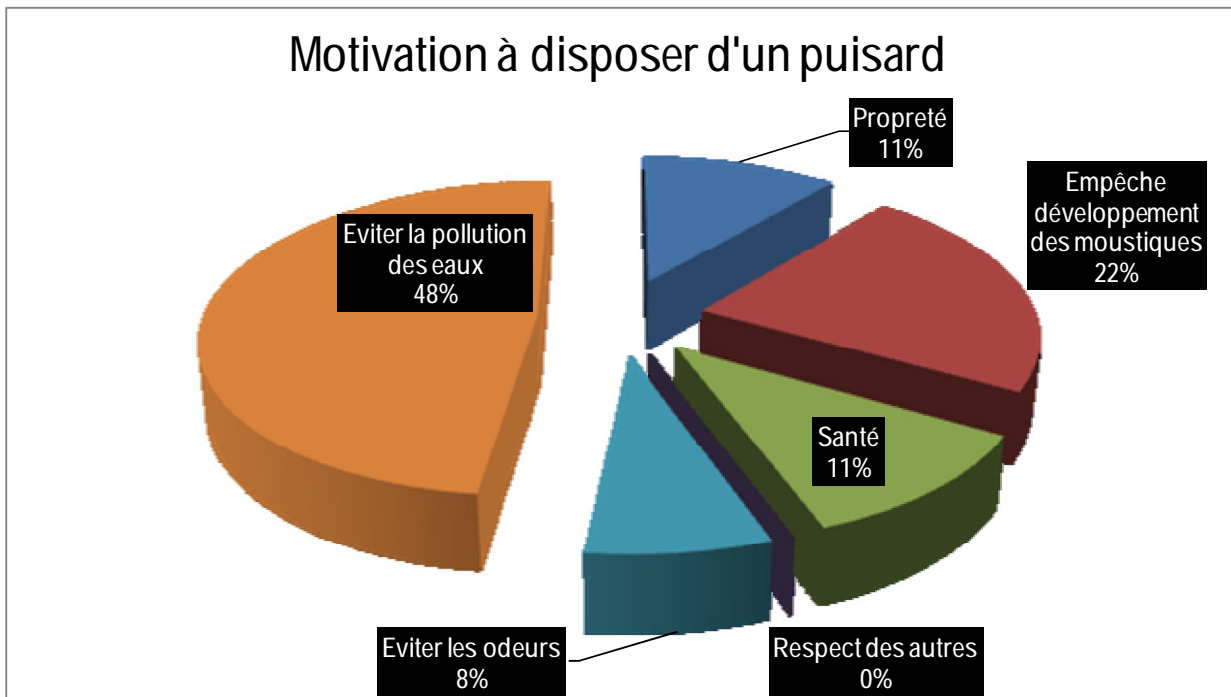


Figure 10 : Motivation à disposer d'une latrine Sahel

Cette tendance similaire selon les régions, à quelques nuances près, montre l'importance relative de chaque facteur : la santé, la propreté domestique, l'environnement sain mais aussi les facteurs sociaux relatifs à la discrétion, la proximité et la sécurité. La même démarche montre les motivations à disposer d'un puisard (exemple de la région Nord).



-Figure 11 : Motivation à disposer d'un puisard Nord

I.7. Capacités intrinsèques d'investissement dans l'assainissement en milieu rural

Dans certaines situations, des opportunités réelles existent au niveau de certaines couches sociales quant à la capacité d'investissement dans l'assainissement. Ce sont des zones où les disponibilités de masses monétaires ponctuelles : ressources liées aux cultures de rente, telle le coton ou les produits maraîchers dans la Boucle du Mouhoun et dans d'autres régions du Burkina non couverts par l'enquête (Haut-Bassins, Cascades, Est etc.) ressources tirées des migrations ou de la vente de bétail, permettent objectivement l'amélioration des conditions de vie. Mais ce n'est pas le fait du grand nombre certes. Dans beaucoup de cas, très faible à nulle est véritablement la capacité d'épargne monétaire (« pour nous aider à modifier nos comportements en matière d'assainissement, il faut nous aider à gagner de l'argent ») et donc d'investissement dans l'assainissement.

Pour les régions du Centre-Est, du Nord et du Sahel, l'intention cumulée à investir dans la construction d'une latrine atteint 95 %.

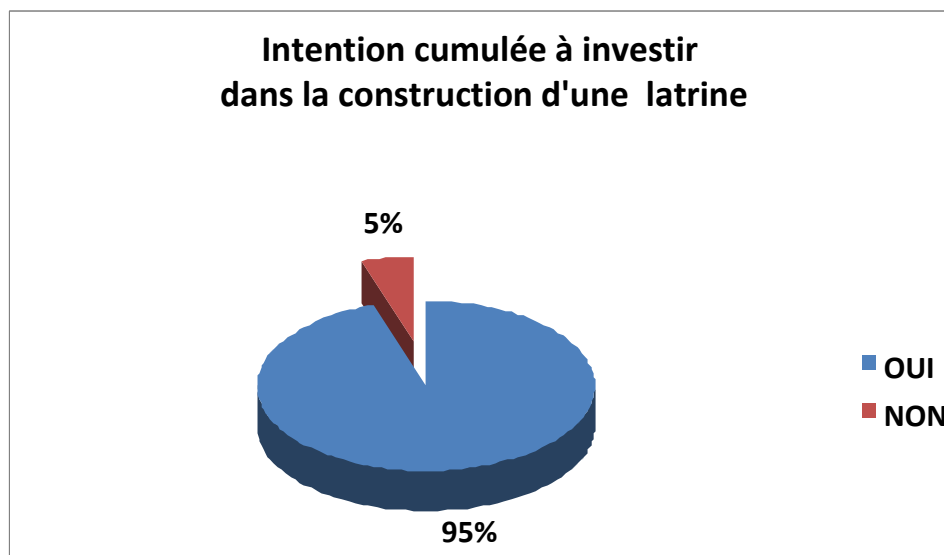


Figure 12 : Intention cumulée à investir dans la construction d'une latrine Centre Est, Nord et Sahel

Les personnes réticentes parlent d'une méconnaissance de la démarche et de l'absence de ressources. Outre les blocages culturels qu'il y a à lever, à travers des processus de sensibilisation ciblées et personnalisées, les freins évoqués renvoient essentiellement au manque de moyens monétaires de la grande masse de ruraux indigents.

L'intention de participation se traduirait par une participation aussi bien physique que financière à la réalisation de la latrine. Cette donnée est à prendre en compte dans l'idée d'une démultiplication du processus de latrinisation. Pour le Centre-Est, le Nord et le Sahel, combinées :

- 40 % affirment participer physiquement (creusage, mobilisation des agrégats, main-d'œuvre)
- 34 % financièrement (des participations en moyenne entre 5000 et 15000 F)

- Et 26 % financièrement et physiquement (combinaison des deux).

II. Assainissement institutionnel et public

Dans la sphère collective, les problématiques des ouvrages d'assainissement diffèrent sensiblement selon qu'on se retrouve en milieu institutionnel (Centre de santé, établissements scolaires) ou public (gares routières, marchés). En effet, au niveau des latrines institutionnelles, le contexte d'un service officiel fonctionnel se présente déjà comme un atout par rapport à un milieu "ouvert" comme une gare routière ou un marché ; de plus, les types d'usagers sont différents et à priori plus contrôlables (élèves, malades, accompagnants), sans compter la nuance entre la gratuité et le paiement d'une somme, même modique. Mais à l'analyse, il existe autant de problèmes de gestion dans les unes que les autres.

II.1. Assainissement institutionnel

II.1.1. Mode de gestion et d'entretien des latrines institutionnelles

Les équipements des CSPS et des écoles (blocs de latrines, douches et lavoirs) sont mis en œuvre par diverses sources de financement (Etat, projets et ONG, Coges, Associations).

En règle générale, la gestion des équipements se fonde sur du bénévolat, notamment dans les formations sanitaires.

Dans ces formations sanitaires l'on assiste aux situations suivantes :

- gestion des équipements par le COGES (Comité de Gestion 6 membres communautaires et un membre de droit responsable du CSPS) lequel la confie à des manœuvres qui en assurent l'entretien
- bénévolat ou semi-bénévolat d'un ou de plusieurs manœuvres chargés de l'entretien des latrines et des douches en plus d'autres tâches (par exemple une bénévole nettoie la maternité et les latrines et essaie de sensibiliser les gens : elle est payée 3500 F par mois sur fond du COGES, venant de la vente des médicaments et des frais de consultation, hospitalisation et accouchements). Dans un des CSPS du Nord, c'est le manœuvre qui est ambulancier et préposé au nettoyage des latrines.

Cette démarche, presque informelle et parfois démotivante pour les bénévoles, met en cause en elle-même la qualité d'entretien des latrines.

Dans les écoles, en règle générale, le nettoyage est confié aux élèves organisés à tour de rôle par classe. Cette gestion tournante par classe est supervisée par un enseignant ou une enseignante.

Dans les deux cas (centre de santé, école) le matériel de nettoyage et d'entretien manque.

Encadré 5 : Entretien des latrines institutionnelles d'un centre médical: histoire de vie d'un bénévole

«Je suis R. P âgé de 55 ans, d'ethnie moaga, marié, monogame, de confession chrétienne. Je suis titulaire du Certificat d'études primaires obtenu à Fada en 1969. J'ai 7 enfants dont l'âge est compris entre 8 et 25 ans.

Je réside à K..., secteur 3 de O... Je suis agriculteur et produit du petit mil, du sorgho et du maïs, essentiellement pour l'autoconsommation. Mes enfants cultivent le coton depuis seulement 2 ans : l'aîné est également commerçant de bœufs et travaille avec son oncle maternel. Un seul de mes enfants vit dans la concession avec sa femme et son enfant.

J'ai commencé à travailler au CMA en 1992: j'étais agent communautaire dans mon village, ce qui m'a amené à connaître ce centre sanitaire. Au départ j'ai commencé à aider les infirmiers en faisant des pansements des plaies tout en balayant les chambres d'hospitalisation. Les gestionnaires du CMA ayant apprécié mon travail, ils m'ont demandé alors de rester : depuis lors, j'y travaille dans la matinée, et les après-midi, je rejoins souvent mon champ si mes activités le permettent.

A la mise en place du bloc chirurgical en 1999, on m'a demandé d'arrêter de faire des pansements, mais de continuer le travail de nettoyage des salles. En fait, de 1992 à 1996 c'était du bénévolat exclusif, de 1996 à 1999 je percevais 15 000 F le mois et depuis 1999 je perçois 20 000 F le mois. Je bénéficie parfois de quelques gratifications ponctuelles. Les agents du CMA essaient de me motiver par d'autres gestes : on m'emploie pour de la manutention, l'organisation et la préparation des salles lors des ateliers, occasions au cours desquelles je perçois quelques revenus monétaires.

Récemment, les responsables du Centre ont tenté de régulariser ma situation administrative mais cela n'a pas été possible du fait de mon âge limite. Je continue toutefois de travailler au CMA et j'ai maintenant en charge additionnelle le nettoyage et l'entretien des latrines et des douches du "box hospitalisation".

Il était initialement convenu que les malades et leurs accompagnants payent la somme de 10 F pour l'utilisation des latrines; mais personne ne veut payer, certains m'agressent même verbalement : finalement personne ne paie et on en est là.

Je rencontre des difficultés dans l'exécution de cette tâche : le robinet proche des latrines est en panne, je dois puiser et porter l'eau depuis le foyer du CMA (à 100 m) pour venir nettoyer les latrines. C'est dur, même si j'ai tout le matériel nécessaire pour le nettoyage (grésil, savon, détergent, balaie, racleur, barrique, bottes, gants, masque etc.).

Les gens utilisent mal les latrines : très souvent quand je nettoie, l'instant d'après, ils reviennent déféquer encore n'importe comment ! Mais quand je leur parle, ils m'insultent ! Ils me disent : « on vous a dit de nettoyer, alors nettoyez seulement ! D'ailleurs si n'est quelqu'un comme vous, qui peut faire ce genre de travail ? ». Même la barrique où je stocke l'eau de nettoyage est encore utilisée par les malades et leurs accompagnants. N'empêche ! Je vais toujours continuer à travailler ici jusqu'à ma vieillesse. Parce que je gagne ma vie ici, modestement mais honnêtement! ».



17

Photo 17 : Latrine institutionnelle mal entretenue dans le Centre Est

II.1.2. Comportement des usagers

Les responsables sanitaires et les manœuvres chargés de l'entretien des ouvrages mettent en cause les comportements des usagers (malades et accompagnants) : de leur point de vue, les usagers ne savent pas utiliser ces équipements dans la mesure où ils ne disposent pas de latrines chez eux !

Notre enquête a montré en la matière que pour l'ensemble des usagers des latrines institutionnelles, 52 % ne disposent pas de latrines chez eux. Ce qui ne confirme qu'en partie l'argument avancé, bien qu'il explique objectivement le comportement de ceux qui n'ont pas l'habitude d'utiliser les latrines. Certes, certains usagers utilisent mal les latrines (utilisation directe ou déversement des déchets des selles et urines des bassins de lits à côté des trous de défécation, déversement des menstrues et lochies dans les latrines) mais les problèmes majeurs au niveau de ce volet institutionnel résident dans le déficit avéré d'entretien (problèmes de nettoyage, de matériel, de vidange) et l'insuffisance du nombre de latrines (notamment dans les écoles où certains élèves, à la récréation, sont obligés d'aller déféquer aux alentours des latrines ou en brousse!).



Figure 13 : Existence de latrine dans la maison de l'utilisateur des latrines institutionnelles

On assiste également, même quand les latrines des CSPS comme à You (Nord) sont en bon état, à des blocages socioculturels qui amènent certains usagers, notamment les accompagnants, à déféquer aux alentours des latrines. Un vieux à qui le major demandait pourquoi il déféquait dans la nature alors que la latrine du Centre sanitaire est toute proche, lui a répondu que « c'est pour éviter que l'odeur du caca d'une autre ne soit en contact avec son sphincter ! ». Cela participe d'une conception particulière de l'hygiène!

Les gestionnaires expliquent la permanence de certains blocages sur les changements des mentalités en milieu traditionnel par le respect des anciens et la déférence due à leur statut! : en effet, quand un vieux ou une autorité avance une idée, il n'est jamais contredit, même quand les jeunes trouvent que son avis n'est pas fondé!

II.1.3. Constats des déficits et faiblesses des dispositifs

Les déficits de gestion des latrines sont imputables aussi bien aux dispositifs d'entretien qu'aux comportements des usagers. Le matériel manque, tout comme l'eau dans certaines situations! Les modes de gestion et les freins socioculturels expliquent le constat de déficit d'entretien. Cependant 55 % des usagers des latrines institutionnelles estiment, tout de même, qu'elles sont bien entretenues. Certes c'est le cas, en effet, dans certains CSPS et écoles qui trouvent les moyens d'assurer un minimum de salubrité dans et autour des latrines.

Par contre, de l'avis de 38 % des usagers, les latrines institutionnelles sont mal entretenues: ils mettent en cause les odeurs, le soir quand les malades mangent, la présence de mouches sur la nourriture des malades, la saleté des latrines et l'utilisation de leurs alentours par les malades, contribuant ainsi à salir davantage

les lieux, le manque de personnel d'entretien alors que les usagers ne les entretiennent pas, la non fonctionnalité des latrines scolaires posant des problèmes aux élèves qui veulent se soulager, nombre élevé d'usagers pour des latrines insuffisantes allié au mauvais usages par les enfants dont beaucoup n'ont pas de latrines chez eux etc.!

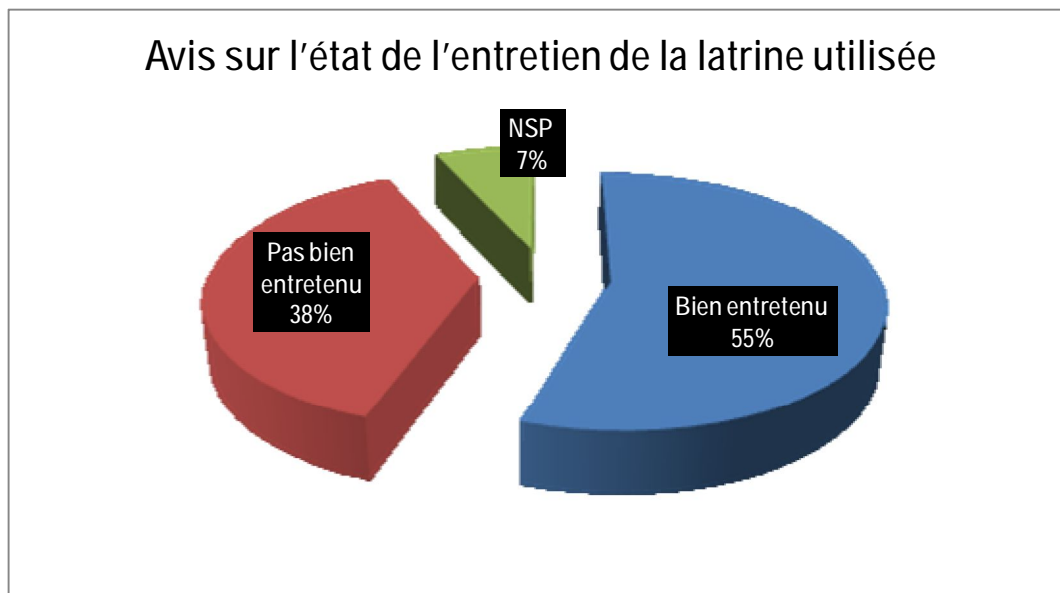


Figure 14 : Avis sur l'état de l'entretien de la latrine utilisée

II.1.4. Motivations de participation des usagers à la mise en œuvre et à l'entretien

Les usagers se disent disposés à participer à la mise en œuvre des latrines institutionnelles : 90 % de réponses positives.

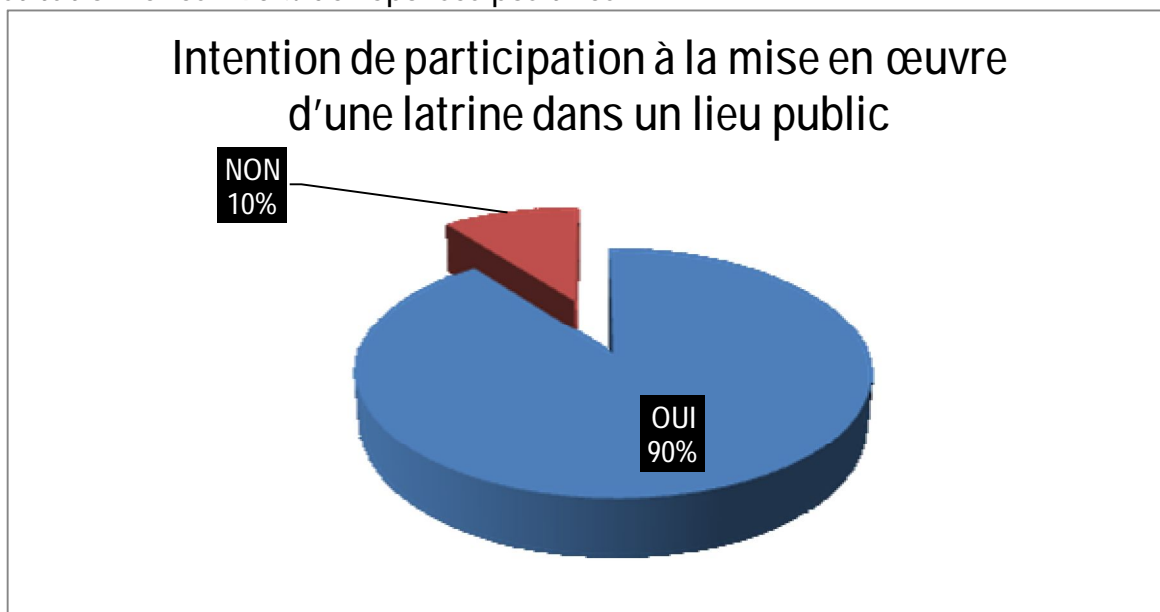


Figure 15 : Intention de participation à la mise en œuvre d'une latrine dans un lieu public

Pour les modalités de participation, les intentions portent sur les contributions physique et financière combinées (48%), physique (28%) et financier (7%).

Ces usagers ont des revenus mensuels de 5000 à 125 000 F ; des revenus annuels allant de 50 000 à 1 275 000 F. Les montants de participation financière iraient de 500 F à 10.000 F maximum.

Quant à la participation physique, elle porterait sur la main-d'œuvre (tôlage, transport du ciment, appui aux maçons, ramassage des agrégats, construction de briques, creusage, puisage de l'eau, apport de sable etc.).

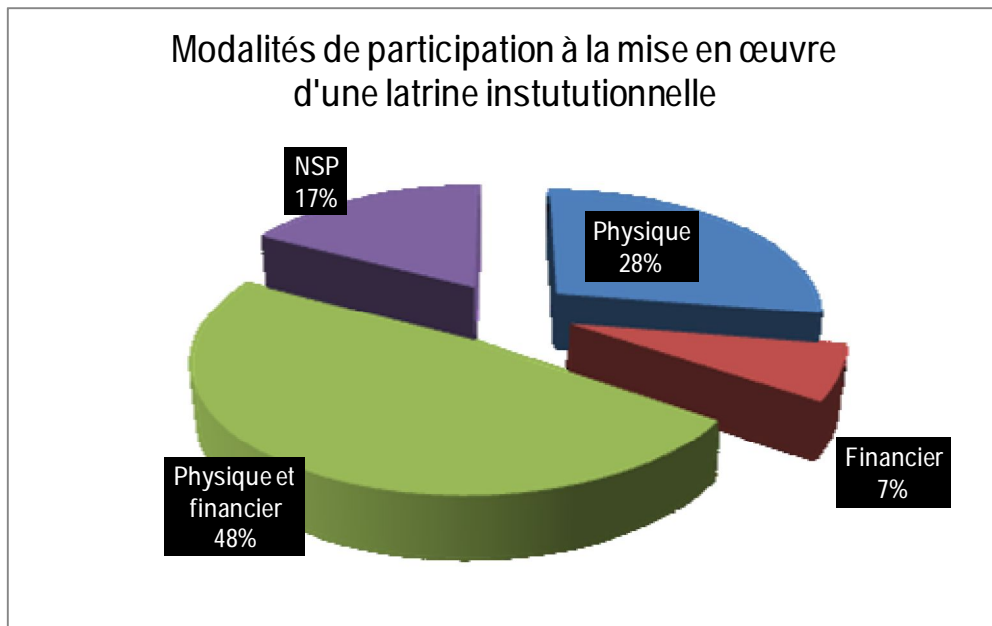


Figure 16 : Modalités de participation à la mise en œuvre d'une latrine institutionnelle

Du point de vue des usagers, les facteurs qui bloquent l'initiative des usagers à la participation à la mise en œuvre des équipements institutionnels sont les suivants :

- manque de moyens financiers
- manque de sensibilisation
- projets des initiateurs locaux souvent non crédibles (mauvaise gestion des fonds)
- manque d'eau
- méconnaissance des notions d'hygiène
- Non implication des responsables des villages

II.2. Assainissement public

II.2.1. Mode de gestion et d'entretien des latrines publiques

Elles sont mises en œuvre par les municipalités et gérées en affermage. Le gestionnaire les confie à un gérant qui est payé pour l'entretien. Les prix usités peuvent varier :

- déféquer (50 F), uriner (25 F), se doucher (100 F) à la gare routière de Ouahigouya
- déféquer (25 F), uriner (10 F), se doucher (75 F) à la gare routière de Bittou

A la gare routière de Ouahigouya, les équipements et l'entretien sont très déficients comme le montre l'encadré qui suit.

Encadré 6 : Etat des latrines publiques de la gare de Ouahigouya : un contre-exemple

La gare routière de Ouahigouya est un carrefour pour différentes provenances et destinations rurales de la région du Nord : un outil de mobilité aussi bien pour sa population citadine que pour les ruraux de son hinterland. Une dizaine de latrines et deux douches sont mises en place par le syndicat des transporteurs et utilisées depuis plusieurs années par des usagers de cette gare. Mais ces ouvrages se trouvent être mal entretenus, les eaux usées coulent vers les riverains du fait de l'effondrement d'une partie de la construction, les effluves qui s'en dégagent indisposent les usagers. La gestion financière et matérielle est déficiente ; l'état de délabrement et les risques sanitaires encourus par les usagers (clientèle captive) mettent en péril aussi bien la santé des usagers que celle du gérant assis à longueur de journée à côté de ces miasmes.



Photo 18 : Ecoulement des eaux usées à la gare de Ouahigouya (Nord)



Photo 19 : Gérant de latrines à la gare de Ouahigouya (Nord)

II.2.2. Comportement des usagers des latrines publiques

Différents facteurs déterminent les comportements des usagers vis-à-vis de la latrine publique, et, subséquentement, le niveau d'utilisation de ce type de latrine et la qualité de la maintenance et de l'entretien. Parmi les facteurs identifiés au cours de notre investigation, l'on peut mentionner :

- Le facteur pécuniaire qui peut jouer dans la décision d'utiliser ou non une latrine. Les sommes demandées peuvent paraître modiques, mais ils constituent à certaines périodes une barrière dans l'utilisation des latrines. C'est un facteur qui peut constituer un frein dans la problématique de l'utilisation des latrines publiques. Les usagers sont plus disposés à payer pour l'utilisation des latrines publiques que pour celle des latrines institutionnelles. Dans les gares et les marchés en effet l'on paie pour utiliser les latrines

(même si à certaines périodes et certains contextes ces sommes apparemment modiques manquent du fait même de la capacité des acteurs.

En comparaison, au niveau des latrines institutionnelles (écoles, centres de santé), la tendance générale est à l'usage gratuit des latrines. L'option de certains centres de santé de faire payer les malades et leurs accompagnants, n'a pas abouti, ces usagers estimant que l'usage de cet équipement fait partie de l'offre hospitalière et sanitaire. Quant aux écoles, cette option n'y a pas cours, les élèves étant en règle général chargé de l'entretien des latrines. Il importe au niveau des gares routières, des marchés et des centres de santé de trouver des dispositifs idoines pour que le facteur pécuniaire ne constitue pas un frein à l'utilisation des latrines

- Les facteurs psychosociologiques : plus que le facteur pécuniaire, les déterminants psychosociologiques influencent en grande partie le rapport à la latrine publique : la pudeur qui peut constituer en effet un frein pour une certaine catégorie d'usagers, l'habitude de défécation dans la nature qui, de la sphère domestique, rejaillit sur le comportement au niveau de la sphère publique
- Le facteur de management technique et organisationnel de la latrine : les gérants sont sous payés, courent des risques sanitaires, sont démotivés et absentéistes. Les syndicats ou associations ne sont pas formés à la gestion de ce type d'infrastructures. Ces facteurs se traduisent par des faiblesses dans la maintenance de ces équipements.



20

Photo 20 : Gérant de latrines au marché de Bittou (Centre-Est)



21

Photo 21 : Passant venant d'uriner à l'entrée de la latrine du marché de Dano (Sud-Ouest)

Encadré 7 : Utilisation des latrines publiques et pudeur : un blocage culturel du Sahel au Septentrion

« Quand nous allons à Dori, c'est difficile pour nous de rentrer dans un WC à cause de la honte (pudeur). Un jour, j'ai quitté mon village (Koria) pour aller à Dori : arrivé sur place, j'ai été pris d'une diarrhée soudaine. Voyant que je ne peux faire mes besoins comme en brousse, j'ai demandé discrètement à quelqu'un où l'on peut se aller se soulager : il m'a indiqué la gare en me disant qu'il y a là des latrines où l'on peut entrer pour se soulager, moyennant une petite somme d'argent. Un jeune m'a accueilli et m'a dit que cela me coûtera 50 F.

Mais le problème pour moi, ce n'est pas l'argent, je venais de vendre des animaux ! La vraie difficulté c'est la honte ! J'avais l'impression que tout le monde avait les

yeux sur moi ! N'ayant pas le choix, j'ai pris la bouilloire comme si j'allais prier et je suis finalement rentré me soulager ! ».

Le même frein socioculturel bloque les usagers potentiels des latrines dans le marché de Titao. Les différents groupes ethniques rivalisent de pudeur en n'utilisant pas les latrines ; le faible taux d'utilisation de ces latrines est en effet en grande partie expliquée par ce « syndrome pudique » : les peuhl parlent de ''semtendè'', les mossi de ''gnangdé'' et les fulsé de ''koysé''.

Ce syndrome touche particulièrement les femmes qui, en venant au marché, se refusent à utiliser ces latrines. Deux facteurs accentuent cette faible utilisation dans le cas des latrines du marché de Titao : la proximité entre les latrines avec les stands d'une part et la non séparation homme/ femmes pour les deux blocs de latrines d'autre part. Sans compter l'absence d'images d'indication de cette distinction genre.



22

Photo 22 : Latrines proches des stands au marché de Titao (Nord)

Donc, là également les usagers et les gestionnaires sont en cause dans le déficit d'utilisation et d'entretien des latrines publiques. Les usagers utilisent-ils mal les latrines parce qu'ils n'en ont déjà pas chez eux ? Des réponses des usagers des latrines, il ressort ici que la plupart affirment disposer de latrines (89%). Les usagers, sous cette optique, seraient des utilisateurs occasionnels du fait de leurs situations de voyageurs ou de travailleurs journaliers dans le voisinage des latrines ; ce qui minimiserait le facteur présumé d'ignorance totale d'utilisation des latrines (même si les types diffèrent).

Reste donc incriminé la gestion même des latrines : mais là aussi, malgré les fortes critiques (sur les cas de mauvais entretien flagrants), les usagers semblent cléments quant au niveau d'entretien général des latrines publiques. La majorité estime que les latrines publiques paraissent bien entretenues (79%).

Existence de latrines dans la maison de l'utilisateur

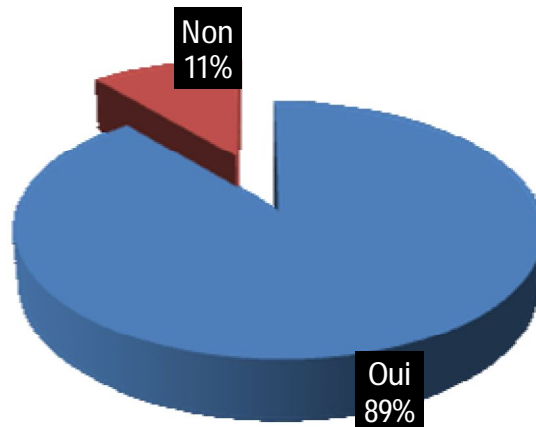


Figure 17 : Existence de latrine dans la maison de l'utilisateur

Avis sur l'état de l'entretien de la latrine utilisée

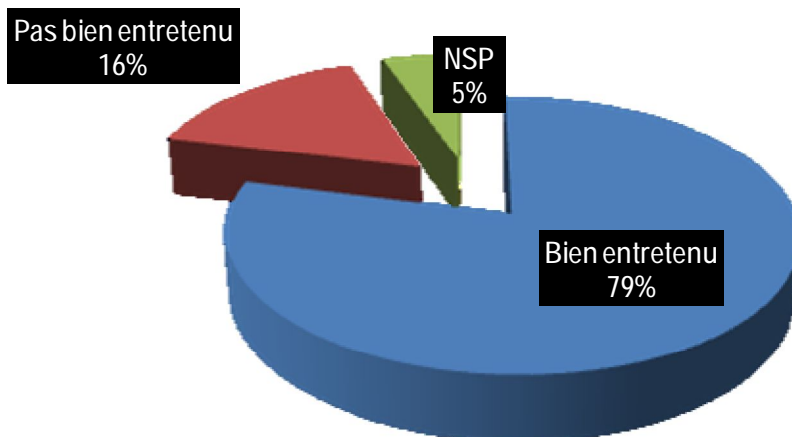


Figure 18 : Avis sur l'état d'entretien de la latrine utilisée

II.2.3. Motivations de participation des usagers à la mise en œuvre et à l'entretien

Dans certains cas, les freins socioculturels, les mauvaises pratiques d'utilisation des latrines se poursuivent cependant, dans une sorte de continuum corrélant la sphère domestique à la sphère publique. On est dans une sorte de chaîne d'entraves comportementales défavorables allant de la sphère familiale à la sphère publique.

Au niveau de l'intention de participation à la mise en œuvre d'une latrine institutionnelle, la plupart s'y engagent favorablement, 72 %, les autres estiment que c'est exclusivement du ressort de la puissance publique (Commune, Etat). La modalité de participation est "financière-physique" (38%), avant d'être physique (31%) ou financière (31%) : le montant avancé pour la participation financière va de 500 à 2000 F, quant à la participation elle concerne les agrégats et la main-d'oeuvre.



Figure 19 : Intention de participation à la mise en œuvre d'une latrine dans un lieu public

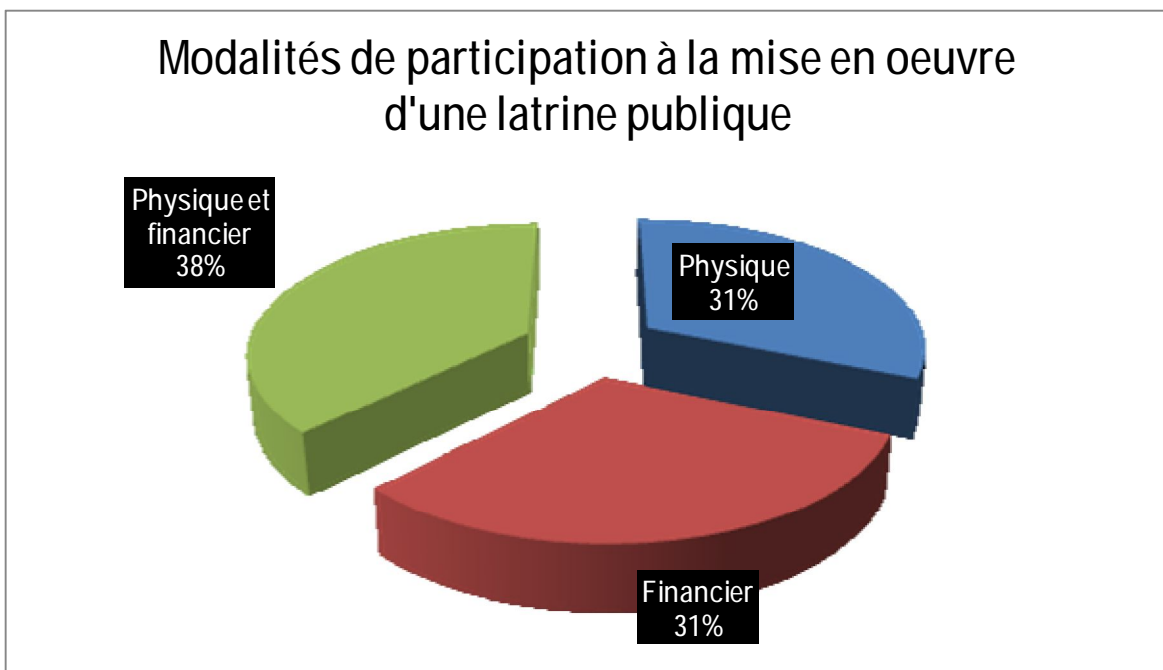


Figure 20 : Modalités de participation à la mise en œuvre d'une latrine publique

Concernant les données consolidées des latrines institutionnelle et publiques, elles se présentent ainsi qu'il suit sans changer fondamentalement l'analyse des tendances au niveau de chaque composante spécifique :

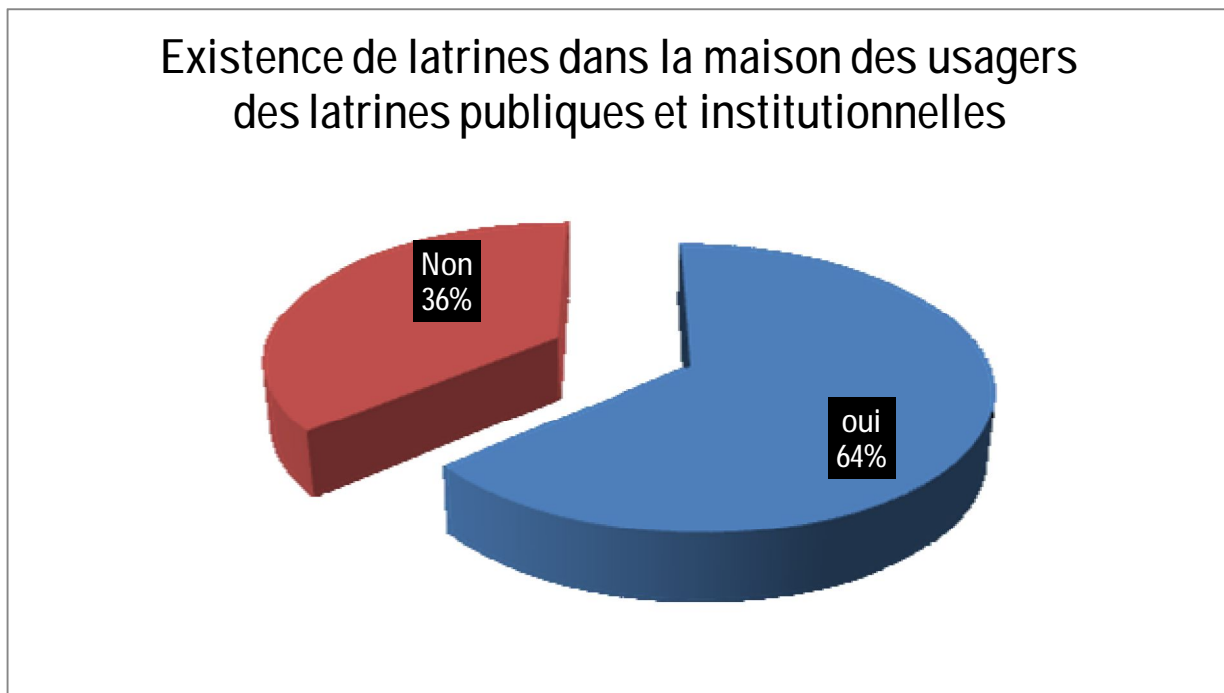


Figure 21 : Existence de latrine dans la maison des usagers

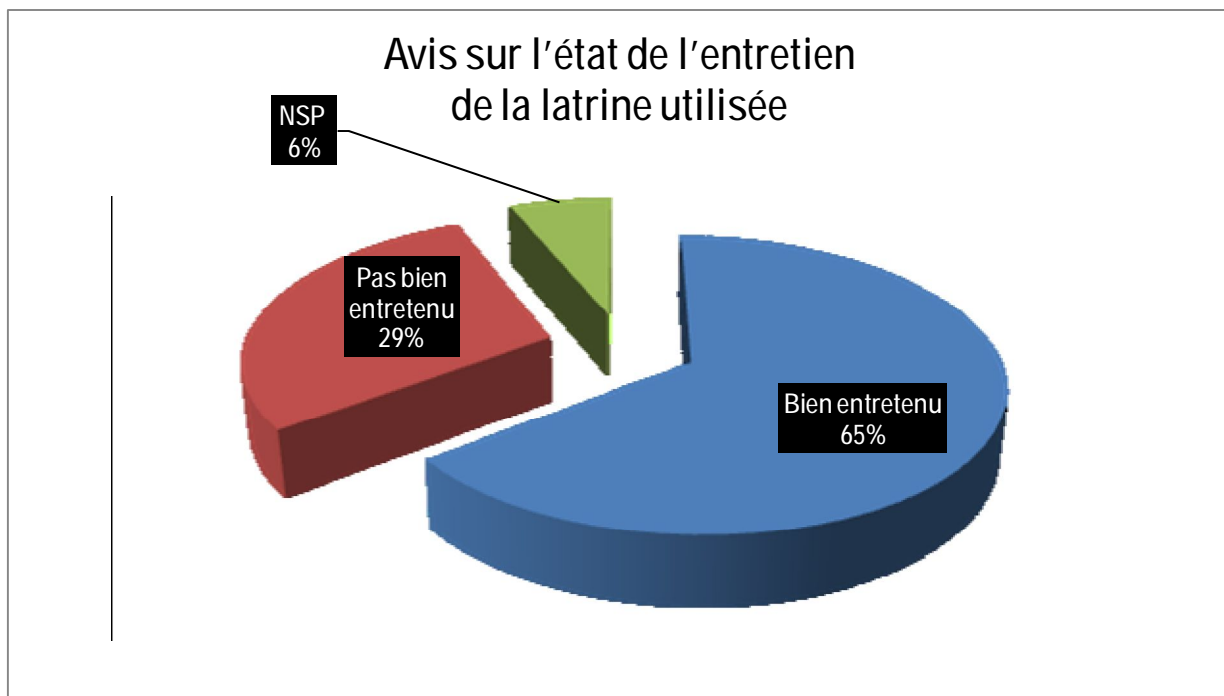


Figure 22 : Avis sur l'état de l'entretien de la latrine utilisée

Intention de participation à la mise en œuvre d'une latrine dans un lieu public

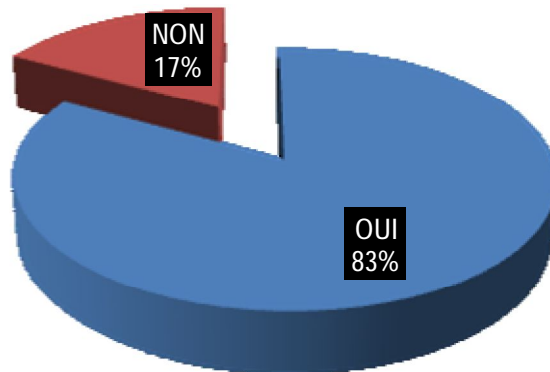


Figure 23 : Intention de participation à la mise en œuvre d'une latrine dans un lieu public

Type de participation à la mise en œuvre des latrines publiques et institutionnelles

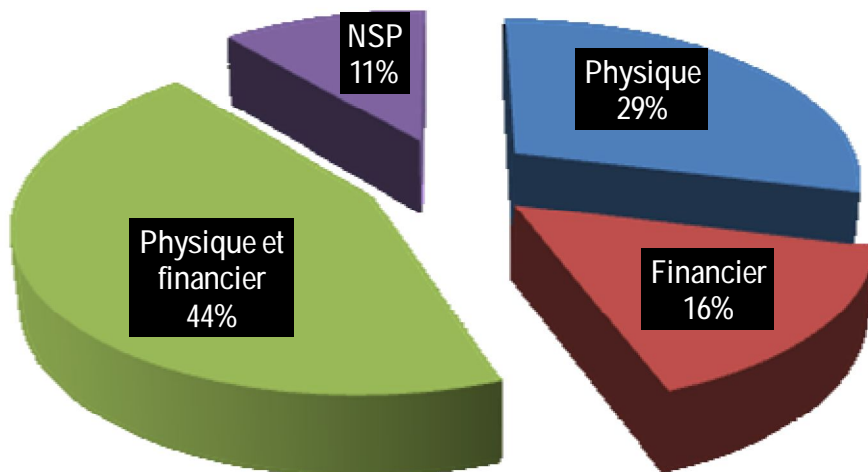


Figure 24 : Type de participation à la mise en œuvre des latrines publiques et institutionnelles

III. Synthèse d'analyse

III.1. Assainissement privé

III.1.1. Conceptions de l'assainissement dans les fondements culturels des communautés rurales

- La notion de propreté est présente dans toute les communautés : pour la plupart des groupes ethniques, elle renvoie prioritairement à l'entretien du cadre de vie (balayage) puis l'hygiène corporelle (se laver, laver ses habits, utiliser le savon) et alimentaire (consommer de la nourriture saine, boire l'eau potable). Mais l'existence d'une latrine est très faiblement évoquée dans cette vision de la propreté. La saleté renvoie essentiellement à un déficit d'entretien du cadre de vie (non évacuation des ordures et déchets, les mauvaises odeurs) et non pas l'absence de latrines.
- Un élément sociologiquement significatif est la perception de la propreté et de l'hygiène par les populations rurales en termes de cohésion sociale et de rapports de voisinages entre habitants : si la cohésion familiale et même communautaire sont distendues, cela rejailit sur la salubrité collective, chacun adoptant une attitude de négligence néfaste.
- Certains adages et proverbes rendent compte de cette vision de la prise en charge de la propreté par les communautés :
 - "C'est le cœur qu'il faut d'abord rendre propre" : il faut passer par les mentalités pour changer l'état des choses.
 - "Le monde est comme un chameau, monte-le quand il est couché" : à force d'être attentiste, les choses finiront par se compliquer, notamment en matière de santé.
 - "Arrange ta cour pour ne pas donner raison aux scorpions » proverbe yana.

III.1.2. Pratiques favorables ou défavorables à la mise en place des actions d'assainissement

- Le comportement courant connu de tous concernant le milieu rural est cette fameuse « défécation dans la nature ». De tout temps l'on a expliqué ce comportement par l'ignorance ou le manque de moyens. Mais d'autres facteurs explicatifs pourraient permettre de mieux appréhender cette pratique : notre enquête a montré que la défécation dans la nature est lié au refus de construire une latrine dans la cour. La latrine au sein de la concession étant considéré comme un équipement à risque qui polluerait la salubrité domestique (réalité objective de gérer son entretien ?). En tout état de cause c'est une logique fortement ancrée dans l'esprit des communautés : logique qui les amène, en cas de nécessité de construction d'une latrine, à la positionner hors de l'espace domestique immédiat.

- Pour les populations de la zone sahéliennes (peuhl, touareg) que nous avons interviewées, construire une latrine ne rentre pas dans les actes convenables. On désapprouve ceux qui s'y hasarderait (« une personne adulte et sensée ne défèque pas dans sa maison »). La notion de l'espace de vie couvre l'ensemble de la concession : y déféquer c'est le souiller et le rendre insalubre ; on préfère donc aller faire ses besoins hors de cet espace. (espace de vie/espace global). Ceci renvoie peut-être à une difficulté objective d'assurer la salubrité d'une latrine à l'intérieur d'une concession ! Ici on voit que l'impact éco systémique global n'est pas perçu, seul compte la logique d'assurer la salubrité dans sa sphère domestique privée !
- D'ailleurs à Ouargaye (Centre Est) et Dahoré (Sud-Ouest) nous avons des cas où les latrines traditionnelles d'initiatives individuelles ont été construites hors de la cour de la concession (en quelque sorte, cette conception de la salubrité prend ici le pas sur la discrétion fortement évoquée au Sahel Cf. Photos).
- Cette difficulté à gérer les latrines à l'intérieur des concessions est une donnée effective : on en perçoit le danger particulièrement dans la région du Nord (promiscuité des ménages yarsé, habitat à famille élargie, stockage de produits alimentaires au niveau des latrines etc. Cf photos)
- Des blocages socioculturels existent donc ! Mais ils peuvent être levés par un certain nombre de facteurs liés au risque même de la défécation dans la nature qui ressortent dans les motivations des acteurs. La prise de conscience du péril fécal est souvent clairement exprimée : « Une personne qui défèque dans la nature est comme un animal ! » (Sawadogo H. un agriculteur de Gngandin qui a une latrine dans sa cour) ou « Une personne qui n'a pas de latrine n'est pas un homme libre » (Koudougou I. agriculteur de Katenga, à Ouargaye, il ne possède pas de latrine)
- Certaines valeurs culturelles endogènes peuvent être utilisées pour impulser le processus de changement social : dignité, socle social, socle religieux, rôle de chacun dans la gestion collective de la propreté (partir de la sphère domestique vers la sphère publique : l'hygiène communautaire commence par l'hygiène familiale)

III.1.3. Perceptions et les connaissances des communautés rurales sur l'assainissement

- Dans l'esprit des communautés rurales, une maison salubre se caractérise d'abord l'entretien quotidien (balayage des ordures) plus que par les équipements et qu'on y trouve une maison (latrines, douches, clôture, toiture sûre, pas d'animaux dans la maison, pas de poules pas d'insectes etc.).
- Une femme propre c'est celle qui s'occupe de sa propre hygiène corporelle (se lave, se coiffe, évite les poux) puis de la salubrité domestique au plans de l'organisation socio-spatiale et alimentaire (balaie sa maison, fait la vaisselle, fait la lessive, lave ses enfants, protège la nourriture, utilise de l'eau propre)

- Un homme propre assure aussi sa propreté corporelle (se lave, fait laver ses habits, il s'assoit dans des lieux propres etc.) et « s'occupe de sa cour » la salubrité (rôle de surveillance et de décision dans la salubrité).
- Dans la région du Sahel, à ces deux composantes (hygiène corporelle et salubrité domestique) certains évoquent fortement une troisième dimension : celle des comportements normatifs dans le relationnel entre les conjoints et l'entourage familial (« une femme doit rester à la maison, elle sait où aller, elle n'est pas méchante, écoute ce que son mari lui dit, ne fait pas l'adultère, prie convenablement, elle gère les ressources de la famille, elle s'entend avec toute la famille de la concession, elle sait comment accueillir un étranger). Ce dernier critère dans la grille de lecture de la propreté sous-entend que le relationnel influence le comportement de la femme dans la gestion spatiale de la propreté, si elle ne s'entend pas avec les membres de la famille élargie, la salubrité de la concession pourraient en pâtir!

III.1.4. Positionnement de l'assainissement dans l'échelle des préoccupations et besoins pratiques des communautés rurales (modes de vie, modes de production, biens, services etc.)

Au delà des blocages culturels, et même en cas de prise de conscience du péril fécal, la construction de latrine n'est pas une préoccupation prioritaire des populations telles l'alimentation et les moyens de production, l'eau potable, les activités de rentes etc.

La latrine de manière générale vient largement après les préoccupations pratiques telle l'alimentation et la recherche de ressources pécuniaires etc.

III.1.5. Motivations culturelles, sociales et matérielles à investir ou s'investir dans l'assainissement

Les principales motivations des populations à s'investir dans l'assainissement tiennent à une combinaison entre des contraintes socioculturelles ressenties suite à l'absence de latrines et une certaine prise de conscience suite à l'action des projets. Dans le Centre-Est, 100% des ménages interrogés se disent prêt à s'investir dans la construction d'une latrine à un titre ou un autre. C'est un peu la tendance générale pour les autres régions. Mais l'on relativiser quant à cette profession de foi et la volonté ainsi que la capacité réelle à changer l'ordre des choses.

III.1.6. Initiatives endogènes relatives à l'investissement dans l'assainissement en milieu rural

Très peu d'initiatives sont prises par les populations en matière d'assainissement en dehors de l'impulsion donnée par les opérateurs d'action d'assainissement tels Born Fonden, Wateraid, Padsea. Les dynamiques créées pourraient cependant trouver un terreau favorable pour les actions du PN/AEPA, notamment dans la région du Centre-Est.

III.1.7. Capacités intrinsèques d'investissement dans l'assainissement en milieu rural

Dans certaines situations, des opportunités réelles existent au niveau de certaines couches sociales quant à la capacité d'investissement dans l'assainissement : ce sont des zones où les disponibilités de masses monétaires ponctuelles (ressources liées aux cultures de rente telle le coton ou le maraîchage, ressources tirées des migrations ou de la vente de bétail) permettent objectivement l'amélioration des conditions de vie. Mais ce n'est pas le fait du grand nombre certes (Cf. fiches par régions). Dans beaucoup de cas, très faible à nulle est véritablement la capacité d'épargne monétaire (« pour nous aider à modifier nos comportements en matière d'assainissement, il faut nous aider à gagner de l'argent ») et donc d'investissement dans l'assainissement. Dans certaines zones, la propension de participation aussi physique que financière n'est pas négligeable.

III.1.8. Freins tangibles à l'investissement dans l'assainissement

Outre les blocages culturels qu'il y a lever à travers des processus de sensibilisation ciblées et personnalisées, les freins évoqués renvoient essentiellement au manque de moyens monétaires de la grande masse de ruraux indigents.

III.2. Assainissement public et institutionnel

III.2.1. Perception des usagers sur les ouvrages d'assainissement institutionnels et publics

Le besoin et la demande sont réels pour les latrines publiques et institutionnelles : la perception et la gestion sont différenciées selon qu'on se trouve dans une formation médicale, une école, une gare ou un marché.

Les freins socioculturels, les mauvaises pratiques d'utilisation des latrines se poursuivent, dans une sorte de continuum incluant la sphère domestique à la sphère publique.

III.2.2. Différences de perceptions selon les ouvrages et les usagers

Les responsables et gestionnaires des latrines publics et institutionnelles se plaignent de la mauvaise utilisation des latrines. De leur point de vue un des grands efforts à faire en matière de gestion et de maintenance devrait être orienté vers la sensibilisation et la formation des usagers.

Les usagers se plaignent quant à eux de la mauvaise maintenance de ces lieux par les gestionnaires. Une grille de rôle et une charte d'usage pourraient être envisagées.

III.2.3. Initiatives locales relatives à l'investissement dans l'assainissement institutionnel et public

Dans certaines zones (Cas du site aurifère d'Essakane Cf. photos) la demande en latrine et douches publics est effective on assiste même à des initiatives privées

dans ce sens : on pourrait même passer par ce genre d'opérateurs privés dans des zones similaires où la demande est massive et réelle.

III.2.4. Freins et les conditions d'optimisation de la participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement / Capacités de participation des usagers à la mise en œuvre des équipements d'assainissement institutionnel et public

Le système de latrines publics initiées par les municipalités rurales et confiées à des gestionnaires est souvent défaillant ; les lieux sont mal tenus, les gestionnaires démotivés et absentéistes (Cf. Photos cas marché de Dano). Par contre là où la demande est effective, les promoteurs pourraient conduire des actions efficaces (cas Essakane).

III.2.5. Modalités de participation financière des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement

Les prix bien étudiés constituent moins un frein que les blocages culturels et la mauvaise utilisation des latrines. La réflexion sur des mécanismes idoines de paiement augmenterait l'utilisation et l'entretien des latrines publiques. L'argent des usagers devrait permettre un bon entretien des latrines publiques et une marge bénéficiaires pour les gestionnaires.

III.2.6. Modalités de participation institutionnelle des usagers à l'entretien et la maintenance des équipements et infrastructures d'assainissement

Dans la sphère institutionnelle, deux cas de figure existent quant à la gestion de la maintenance des latrines par les usagers : au niveau des écoles primaires, l'entretien est systématiquement dévolu aux élèves sous la supervision des enseignants (une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci), au niveau des formations sanitaires l'entretien passe le plus souvent par un système de bénévolat, les usagers (patients et accompagnateurs) refusant de s'y impliquer relativement aux risques sanitaires, réels, encourus. Dans certains CSPS, le mauvais entretien, les mauvaises odeurs et la proximité des latrines avec les salles d'hospitalisation sont des désagréments effectifs relevés par les usagers. La mauvaise utilisation des latrines (soit par la défécation autour du trou, soit par le déversement du contenu des bassins de lits, des lochies et des menstrues autour de la latrine) sont évoqués et perceptibles.

III.3. Pistes d'opérationnalisation pour les Volet 2, 3 et 4

III.3.1. Pour le Volet 2 : Options technologiques

- Mettre l'accent sur la solidité de la dalle et utiliser des matériaux locaux respectueux de l'environnement local le confort et la capacité d'entretien des usagers, en fonction du contexte et des opportunités spécifiques. Il est entendu cependant que nous ne proposons pas une latrine folklorique au

rabais car, dans la gamme de sa typologie, la latrine devra être considérée dans beaucoup de contrées comme une innovation qu'il faudra chercher à implémenter et vers laquelle il faudra faire adhérer le plus grand nombre.

- Au Sud-Ouest la plupart des travaux de construction utilisent la pierre taillée local disponible dans des carrières de la région (disponibilité du matériau, coût, adaptation à l'architecture et à l'environnement local). Cf. encadré 9.
- Mettre l'accent sur l'emplacement de la latrine (qu'elle soit familiale ou publique) pour en garantir l'utilisation : processus de concertation personnalisée avec les usagers
- Proposer un *modus operandi* pour la vidange (problème récurrent particulièrement en milieu rural) et le vulgariser à l'usage des familles.

III.3.2. Pour le Volet 3 : Information Education Communication

- Proposer des cycles de sensibilisation en se fondant sur l'existant et en "personnalisant" le discours selon les régions ;
- Analyser et adapter les méthodes IEC aux contraintes (péril fécal, promiscuité, pollutions de l'environnement immédiat etc.), aux facteurs de blocage (pudeur, discrétion, logique de propreté et de saleté) et aux facteurs de motivation (sécurité, honneur face aux étrangers, proximité et soulagement des personnes âgées etc.). Ces logiques sont souvent différentes selon les régions ;
- Utiliser les relais locaux déjà porteurs de projets innovateurs pour relayer le discours et le vulgariser : Cf. exemple de l'auxiliaire de santé de Titao porteuse de projet. Cf. encadré 8

III.3.3. Pour le Volet 4 : Mécanismes, Principes, Dispositifs

- Mettre en place un mécanisme d'expression de la demande personnalisée pour les usagers familiaux.
- Proposer des corrections aux mécanismes défailants et flous des municipalités rurales
- Proposer des mécanismes simples d'entretien et de maintenance dans les écoles et formations sanitaires
- Elaborer une charte légère de gestion et de maintenance des latrines privées et publiques
- Analyser la proposition d'un système d'appui à des promoteurs privés (possibilités de rentabilisation) par un système de crédit et des modalités de remboursements dans des sites spécifiques (sites aurifères par exemple)
- Mettre en place un mécanisme spécifique de sensibilisation et de mise en œuvre de latrines familiales dans les zones de pasteurs sédentaires

Encadré 8 : Latrine et leadership féminin : cas d'une leader à Titao (Nord)

A 46 ans, M. K, mère de 5 enfants (de 5 à 25 ans), est à la fois accoucheuse auxiliaire, maraîchère et présidente d'une association féminine pour la promotion de l'hygiène à Titao.

Originnaire de la région de Titao, elle a arrêté sa scolarité en classe de 3eme du fait des difficultés financières de sa famille. Mariée depuis 1979, elle s'était installée en Côte d'Ivoire avec son conjoint qui était alors ouvrier agricole dans le cacao. En 1982, ils reviennent à Titao en visite familiale puis décident de rester sur place : elle a alors trouvé du travail comme bénévole au CMA, de 1983 à 1986, dans le cadre d'un projet chargé de la récupération des enfants malnutris. En 1987, elle passe un concours et est intégrée dans la fonction publique comme fille de salle, poste qu'elle occupe de 1987 à 1994. En 1995, elle passe un autre concours pour suivre une formation d'accoucheuse villageoise (1995 à 1997); et depuis 1997, elle est accoucheuse auxiliaire au CMA.

En 2002, elle crée une association féminine visant la promotion de l'hygiène et de la santé (sensibilisation sur la malpropreté, le planning familial et la lutte contre les IST et le VIH Sida. L'association compte à ce jour 250 femmes et tire ses fonds de ses ressources propres (élevage) et de financements divers (PADL, Ralis Nord). Sa stratégie consiste à cibler les femmes les lieux de ralliements des femmes pour mieux les sensibiliser : lieux publics, manifestations, baptêmes, mariages etc. Cette femme leader et son association sont dotées des compétences de bases pour participer à un processus de sensibilisation sur l'assainissement privé et publique, notamment la mise en œuvre et l'utilisation de latrines.



Photo 23 : Porteuse de projet d'hygiène et assainissement à Titao (Nord)

Encadré 9 : Construire en matériaux locaux : pierres taillées (Boucle du Mouhoun et Sud-Ouest)

La Boucle du Mouhoun et le Sud-Ouest offrent un exemple typique de construction des équipements (latrines, douches) en matériaux locaux. Les pierres taillées disponibles dans les carrières de ces régions offrent un potentiel important d'utilisation de ces matériaux dans la construction nonobstant les précautions d'impacts environnementaux à observer. Beaucoup d'infrastructures et d'équipements publics et privés utilisent ce matériau local qu'il importe de prendre en compte et d'analyser en termes d'opportunités financières et constructives dans la mise en place à grande échelle des équipements d'assainissement dans la région.



24

Photo 24 : Carrière de pierres taillées à Sanaba (Boucle du Mouhoun)



25

Photo 25 : Latrines de la gare de Dano en pierres taillées (Sud-Ouest)

Annexes

Annexe 1 : Questionnaires

ETUDE STRATEGIE OPERATIONNALISATION PN/AEPA / Volet 1 : Socio-économie

Questionnaire adressé aux ménages

Date :

Enquêteur :

Zone:

Village :

Nombre d'habitants du village :

Distance par rapport à la ville :

I. Identification

1. Nom et prénom de l'enquêté :

2. Ethnie :

3. Sexe :

Masculin

Féminin

4. Situation matrimoniale

Marié (*préciser nombre de conjointes du mari :*)

Célibataire

Veuf /Veuve

5. Religion

6. Activité

Activité principale :

Activités secondaires :

7. Configuration socio-spatiale

Nombre de ménages dans la concession :

Nombre de personnes dans la concession :

Nombre de personnes dans le ménage :

II. Assainissement et conceptions/perceptions culturelles contextuels

8. Comment décririez-vous la "propreté" ?

9. Comment décririez-vous la "sauté" ?

10. Une maison propre / Une maison sale ? (Décrire les caractéristiques)

Une maison propre	Une maison sale
<ul style="list-style-type: none"> • • • • 	<ul style="list-style-type: none"> • • • • •

11. Femme / Homme face à la propreté/sauté

Femme / Homme	Attitudes/ Comportements
Une femme "propre"	<ul style="list-style-type: none"> • • •
Une femme "sale"	<ul style="list-style-type: none"> • • •
Un homme "propre"	<ul style="list-style-type: none"> • •
Un homme "sale"	<ul style="list-style-type: none"> • • •

12. Notez les pratiques culturelles favorables à l'assainissement dans votre ethnie (réalisations, comportements, proverbes, proposition d'un slogan positif ou négatif en langue locale pour mobiliser la population etc.)

13. Notez les pratiques culturelles qui peuvent être défavorables à l'assainissement dans votre ethnie (réalisations, comportements etc.)

III. Gestion sociale quotidienne "Excrétas / Eaux usées

14. Avez-vous une latrine dans la maison ?

Oui

Non

15. Si oui précisez :

- *Le type de latrine :*
- *Combien de personnes l'utilisent ?*
- *L'état de la latrine :*
- *Le défaut éventuel de la latrine :*
- *Qui entretient la latrine dans la maison?*
- *Comment l'entretient-on ?*
- *Qui l'a construite ?*
- *Quand ?*
- *Que pensez-vous de l'emplacement géographique de la latrine dans la maison ? (expliquez)*

16. Si non pourquoi n'avez-vous pas de latrine?

17. Quel est votre lieu de défécation ?

18. Que pensez-vous de ce mode de défécation ?

19. Vous lavez vous les mains après défécation (que ce soit à la latrine ou dans la nature?)

Oui

Non

20. Si oui précisez comment ? (eau, savon etc.)

21 Si non pourquoi ?

22. Où vous lavez vous ?

Douche traditionnelle

Douche moderne

Latrine

Autres :

23. Où rejetez-vous les eaux de douche ?

Cour

Route

Champs

Fosse fumière

Puisard

Autres

24. Où rejetez-vous les eaux de lessive ?

Cour

Route

Champs

Fosse fumière

Puisard

Autres

25. Où rejetez-vous les eaux de vaisselle ?

Cour

Route

Champs

Fosse fumière

Puisard

Autres

26. Y a-t-il des animaux vivant à l'intérieur de la concession ?

Oui Non

- *Si oui précisez s'ils ont des enclos :*
- *Le mode d'utilisation de leurs fèces*

27. Que proposeriez-vous pour améliorer vos conditions d'assainissement ?

IV. Positionnement de l'assainissement dans l'échelle des besoins pratiques

28. Pouvez-vous citer l'ensemble des préoccupations pratique du ménage ?

29. Comment les classeriez-vous par priorité?

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.

30. Quelle place occupe la latrine dans ce classement ? (Dites pourquoi)

V. Motivations à investir dans l'assainissement privé

31. Quels sont les avantages à avoir un cadre de vie sain ?

32. Quels sont les problèmes liés à un cadre de vie non assaini ?

33. Quels sont les avantages à avoir une latrine ?

34. Quels sont les problèmes liés à l'absence d'une latrine ?

35. Quels sont les avantages à avoir un puisard ?

36. Quels sont les problèmes liés à l'absence d'un puisard ?

37. Qu'est-ce qui vous motive à disposer d'une latrine ?

38. Qu'est-ce qui vous motive à avoir une puisard ?

VI. Capacités d'investissement dans l'assainissement privé

39. Quelles mesures avez-vous eu à prendre personnellement en matière d'assainissement (latrines, puisards) ?

40. Connaissez-vous des personnes du village ayant pris des initiatives en matière d'assainissement ? (Expliquez)

41. Activités et ressources du ménage

Activités	Productions	Ressources financières annuelles (hors part autoconsommée)
Agriculture		
Elevage		
Autres		

42. Type d'habitat et latrine

Type d'habitat	Description sommaire	Rappel type de latrine
Habitat traditionnel (banco, paille...)		
Tente, Hutte		
Habitat moderne (parpaings...)		

43. Au niveau de votre ménage, quels sont les freins à l'investissement dans une latrine? (Citez par ordre d'importance)

44. Seriez-vous prêt à investir dans la construction d'une latrine ?

Oui

Non

(Justifiez votre réponse)

45. Expliquez les formes d'investissement que vous envisagez pour la construction d'une latrine ? (Investissement financier, physique etc.

46. Si financier, à quel montant ?

47. Si physique, sous quelles modalités (quelles tâches, quelle main-d'œuvre ? etc.)

48. Commentaires spécifiques éventuels de l'enquêté

49. Observations directe de l'enquêteur (propreté/saleté des lieux, état des latrines, défauts des latrines, éléments à réhabiliter, emplacement de la latrine etc.)

Date :

Enquêteur :

Village :

Commune :

Dénomination de la structure (Ecole, CSPS, Gare etc.) :

Nombres de latrines :

Source de financement des latrines :

Date de mise en oeuvre

III. Identification

1. Nom et prénom de l'enquêté :

2. Ethnie :

3. Sexe :

Masculin

Féminin

4. Situation matrimoniale

Marié (*préciser nombre de conjoints :*)

Célibataire

Veuf /Veuve

5. Religion :

6. Profession :

7. Village :

IV. Perception des ouvrages institutionnels par les usagers

8. Avez-vous une latrine dans votre maison?

Oui

Non

9. Justifiez votre réponse

10. Quel est votre lieu de défécation ?

11. Que pensez-vous de ce mode de défécation ?

12. Que pensez-vous de la latrine de ce lieu public?

13. Est-elle bien entretenue ?

Oui

Non

14. Justifiez votre réponse

15. Quelles propositions feriez-vous pour un bon entretien de la latrine ?

16. Quels exemples d'initiatives locales connaissez-vous en matière d'assainissement dans un lieu public?

III. Capacités de participation des usagers à la mise en œuvre des équipements institutionnels

17. Quelles sont vos différentes activités ?

18. Que vous rapportent-elles financièrement ?

- Par mois :
- Par an :

19. Avez-vous déjà participé à la mise en œuvre d'un ouvrage d'assainissement dans un lieu public ?

Oui

Non

20. Seriez-vous prêt à participer à la mise en œuvre d'une latrine dans un lieu public ?

Oui

Non

21. Justifiez votre réponse

22. Si oui sous quelle forme cette participation s'effectuerait-elle ?

23. Quel est votre niveau de fréquentation de ce lieu public?

- Par semaine :
- Par mois :
- Par semestre :
- Par an :

24. Selon vous qui doit être impliqué dans la mise en oeuvre des latrines dans ce lieu public et comment ?

Qui	Comment

IV. Modalités de participation financière et institutionnelle des usagers à l'entretien et la maintenance des ouvrages institutionnels

25. A votre niveau personnel, quels sont les freins à la participation dans la mise en place d'une latrine dans un lieu public? (Citez par ordre d'importance)

26. Seriez-vous prêt à participer à la mise en oeuvre d'une latrine dans ce type de lieu public ?

Oui

Non

(justifiez votre réponse)

27. Expliquer les formes de participation que vous envisagez pour la construction d'une latrine dans ce type de lieu public? (Investissement financier, physique etc.).

28. Si financier, à quel montant ?

29. Si physique, sous quelles modalités (quelles tâches, quelle main-d'œuvre ? etc.)

30. Commentaires spécifiques éventuels de l'enquêté

31. Observations directes de l'enquêteur (propreté/saleté des lieux, nombre de latrines, état des latrines, défauts des latrines, éléments à réhabiliter, emplacement de la latrine etc.)

32. Modalités actuelles de gestion des latrines (qui entretient les latrines ? associations ? fonctionnement ? forces, faiblesses.)

Date :

Enquêteur :

Village :

Commune :

Dénomination de la structure (Ecole, CSPS, Gare etc.) :

Date de création de la structure :

Nom du responsable :

Fonction :

Cél :

V. Etats des lieux

- Description sommaire de la structure
- Mode de gestion de la structure
- Nombres de latrines existantes
- Sources de financement des latrines
- Date de mise en œuvre des latrines
- Nombres de latrines fonctionnels

VI. Fonctionnement de la gestion des latrines dans la structure

- Mode d'entretien des latrines
- Associations
- Qualité de l'entretien des latrines
- Forces dans la gestion des latrines
- Faiblesses dans la gestion des latrines

VII. Avis général sur les latrines

- Avis général sur les latrines institutionnelles et publiques (forces, faiblesses)
- Conditions de gestion des latrines
- Avis sur les usagers des latrines
- Acteurs à impliquer dans la gestion des latrines

VIII. Propositions / Améliorations de la gestion des latrines institutionnels et publiques

- Au niveau des types de latrine à implanter
- Au niveau du nombre de latrines dans une structure
- Au niveau des modalités de construction des latrines
- Au niveau des lieux d'implantation des latrines
- Au niveau de l'entretien des latrines
- Au niveau de la gestion financière des latrines
- Au niveau de la motivation des usagers à participer à l'entretien
- Au niveau de la capacité des usagers à participer à l'entretien
- Au niveau des gestionnaires des latrines (associations)
- Au niveau de la durabilité des latrines

Fiche Données Responsables Latrines institutionnelles (CSPS, Ecoles)

Région	Structure et Description	Mode de gestion et état des latrines	Points positifs dans la gestion des latrines	Points négatifs dans la gestion des latrines	Avis du responsable sur les latrines collectives en général	Propositions d'amélioration de la gestion des latrines collectives en général
Nord	CSPS de Aouréma : 2 latrines financées par les ressortissant du village 1996 Fonctionnelles	Un manoeuvre chargé de nettoyer les latrines et les salles. Pas de contribution financière des malades ou des accompagnants Latrines en bon état et bien entretenues	Latrines en bon état	C'est le manoeuvre qui est ambulancier et préposé au nettoyage !	-Après les efforts de l'Etat, c'est aux usagers de s'organiser pour la gestion des latrines -Les usagers utilisent mal les latrines	Au moins deux latrines Lieux préférentiels d'implantation des latrines : maisons de jeunes marchés Confier la gestion à un privé et sensibiliser les gens
Nord	CSPS de You (Responsable Maternité) : 3 latrines (dont une financée par le COGES et 2 par Médicus mundi) Les 3 sont fonctionnelles	Gestion assurée par le COGES (6 membres communautaires élus par vote + un membre de droit responsable du CSPS) et les manoeuvres assurent l'entretien Latrines en bon état (propres)		Mauvaise utilisation des latrines par les usagers	Mauvais entretien Nombre insuffisant de latrines Mettre en place un dispositif de paiement Mettre en place un système d'entretien Les usagers des latrines collectives n'ont pas l'habitude d'utiliser les latrines et préfèrent donc déféquer dans la nature même en cas de présence de latrines bien entretenues Impliquer la population	Réaliser des latrines modernes en nombre (4 ou 5) Lieux : voies publiques, maquis et mosquées et églises Appui en produits d'entretien Sensibiliser les usagers (images, sketches) Mettre à leur disposition des

					et les agents de santé dans la sensibilisation le suivi et l'évaluation de l'utilisation des latrines	bouilloires Financer un prix pour l'utilisation des latrines
Nord	CSPS de You (Major) : 2 bloc / Douches et latrines et toutes fonctionnelles et en bon	Une bénévole nettoie la maternité et les latrines (démarche récente) et essaie de sensibiliser les gens (elle est payée 3500 F par moins sur fond du COGES, venant de la vente des médicaments et des frais de consultation, hospitalisation et accouchements)	Nettoyage périodique des latrines Sensibilisation continue	<p>Il est difficile de sensibiliser des gens qui viennent ponctuellement et séparément (tout le monde ne peut pas avoir les mêmes informations au même moment).</p> <p>A la maternité les femmes utilisent les latrines pour y jeter les lochies, laver les accouchées et non pour déféquer, pour déféquer elles vont en brousse Au dispensaire, les gens utilisent très peu les latrines</p> <p>Les excréta des malades sont recueillis dans les bassins de lits et versés dans les latrines, les accompagnants préfèrent aller dans les broussailles ! Un vieux à qui le major demandait pourquoi, il déféquait dans la nature alors que la latrines est à côté, lui a répondu : « <i>ned bind yuugu pa keed mam yedege wa ye</i> » « l'odeur du caca de quelqu'un ne rentrera jamais dans mon anus » : (ça participe d'une conception particulière de l'hygiène)</p> <p>Souvent il y a des blocages sur les changements des</p>	<p>La plupart du temps la gestion est mauvaise</p> <p>Les gens défèquent et urinent partout</p> <p>Sensibiliser les usagers</p> <p>Les usages utilisent mal les latrines : ceux qui utilisent les latrines publiques n'ont parfois jamais vu de latrines !</p> <p>Sensibiliser les gens par images et verbalement</p>	<p>Réaliser des latrines avec dalles</p> <p>Eviter les latrines sophistiquées</p> <p>Séparer les hommes des femmes</p> <p>Impliquer les usagers et la communauté dans la construction pour comprendre l'importance et la gestion des latrines</p> <p>Lieux préférentiels : gares, marchés, mosquées, églises, écoles et formations sanitaires Après construction il faut responsabiliser des gens la gestion Fixer un montant accessible pour les usagers</p>

				mentalités à cause du respect des anciens : en effet quand un vieux avance une idée, il n'est jamais contredit même quand les jeunes trouvent que son avis n'est pas fondé !		
Nord	District Sanitaire de Titao/ CMA Titao : 4 blocs de latrines	La gestion relève du COGES, mais ce sont les manœuvres qui se chargent de l'entretien	L'existence même des latrines	Manque de gestion formalisée (peut-être qu'il faut la confier à une association	Mal entretenues souvent Doivent être gérées par la commune Les usagers ne savent pas utiliser les latrines Impliquer la population pour qu'elle maîtrise les normes et les règles	Lieux préférentiels: Marchés, maquis, formations sanitaires Services publics Sensibiliser les usagers
Nord	Ecole primaire : Léba A : 3 blocs (PADSEA) : 2007 3 blocs fonctionnels (VIP) à 100 m des classes Utilisé par les élèves, les enseignants et quelques voisins du village	Une maîtresse responsabilisée pour l'hygiène à l'école (initiative récente de l'école) devant organiser les élèves pour l'entretien : depuis un an d'utilisation aucune organisation n'est mise en place Latrines sales et mal entretenues	Possibilité d'exploiter pédagogiquement les latrines existantes en langage et éducation civique et morale	Gestion non effective L'école n'a pas perçu très tôt la nécessité d'entretenir les latrines, mais vu le mauvais état des latrines cela s'impose	C'est très utile Les usagers utilisent mal les latrines (parfois sciemment) Impliquer usagers et gestionnaires dans la gestion	Choisir le type VIP, bien aéré ! Impliquer les futurs usagers pour avoir leur avis sur le positionnement géographique de la latrine Lieux : église et mosquées Avoir un gestionnaire commis pour cette tâche, le former et lui donner les moyens pour la bonne gestion Avoir un compte d'épargne et tenir un registre

						(entrée/sortie) Sensibiliser les usagers, les former sur l'utilisation des latrines
Centre-Est	CSPS de Gnangdin : 8 latrines existantes dont 3 dans les cours du personnel et les 5 autres pour les malades et leurs accompagnants Coopération Chine-Burkina (2005), Engagements nationaux (2005) PDSEA (2007) Coges (2006) Les 8 sont fonctionnelles	Gestion par le COGES Deux manœuvres s'occupent de l'entretien Bon état		Des insuffisances quant à l'utilisation (ignorance de la population)		
Centre-Est	Ecole primaire Bittou : 6 latrines toutes fonctionnelles financées par le projet de l'école (1994)	Latrines nettoyées par les élèves à tour de rôle selon les classes		Mauvaise qualité d'entretien Latrines insuffisantes (chaque classe devrait en avoir) Le personnel n'a pas de latrine	Latrines construite en matériaux définitifs	Construire des latrines modernes avec des tuyaux d'aération Séparer hommes/femmes Mettre un comité d'entretien en place Sensibiliser les élèves et les familles environnantes Voir l'emplacement

Centre-Est	Ecole primaire Zampa V2 : 5 latrines doubles fosses : toutes fonctionnelles Un lavoir non fonctionnel	Ce sont les élèves qui se charge de l'entretien hebdomadaire (utilisent balaies, seaux détergent, eau) : l'eau vient du forage de l'école financé par l'association des parents d'élèves (supervision des maîtresses pour le nettoyage	Qualité d'entretien acceptable Exploitation pédagogique de l'hygiène des latrine		Impliquer les usagers et les gestionnaires dans l'entretien des lieux	Impliquer la communauté pour la mobilisation des agrégats Lieux : CSPS, écoles, gares, lieux de cultes Mettre en place une structure pour bien suivre l'entretien Sensibiliser les usagers Former les gestionnaires
Centre-Est	District Sanitaire de Ouargaye (CMA) : 6 blocs : 12 latrines (PADSEA II, Etat Min. Santé) 2 non fonctionnelles (non vidangées)	Gestion de la latrine : 3 personnes préposées au nettoyage (personnel chargé du nettoyage du bloc opératoire).		Problème de vidange : le vidangeur de Ouargaye (qui utilise sommairement seau d'eau, soude, grésil et pétrole) avait déversé juste derrière les latrines du CMA les déchets qu'une pluie a épandu non loin : le CMA a donc refusé de lui donner d'autres marchés)		Sensibiliser les usagers : certains n'ont pas de latrines chez eux (même les malades qui défèquent dans les bassins de lits, leurs excréta sont mal déversés dans les latrines) Une clef pour chaque porte de latrine et de douche, on peut ouvrir une latrine la nuit et fermer l'autre, pour que les gens ne défèquent pas la nuit partout dans les latrines !

Centre-Est	CEG de Lalgaye : 10 latrines	Pas de véritable système de gestion	Construction avec des matériaux définitifs, bon positionnement géographique	Nombre insuffisant Manque d'entretien Pas de latrines pour le personnel		Sensibilisation à l'utilisation
Centre-Est	Ecole primaire Lalgaye : 395 élèves (filles garçons), 6 latrines Mauvais état	Manque d'entretien	Construction avec des matériaux définitifs	Nombre insuffisant Pas de latrines pour le personnel Pas d'aération		Séparer les filles des garçons
Sahel	CSPS d'Essakane : 2 latrines, une douche	Un bénévole pour le nettoyage : pris en charge par le CSPS (20 000 F) : il entretient bien les latrines	Etat acceptable des latrines	Bénévolat : difficultés de prise en charge financière du bénévole	Mauvaise utilisation des latrines par les usagers (les villageois défèquent en général dans la nature)	Sensibilisation à l'utilisation des latrines Les aider à avoir une latrine chez eux !
Boucle du Mouhoun	CSPS de Sanaba : 4 agents 1 dispensaire (salles d'hospitalisation, de consultation générale, de pansement et de PEV) et 1 maternité (salles d'accouchement, de suite de couches, de consultation prénatale) : 2 bloc de 2 latrines (Coges) et 1 bloc de 6 latrines (Programme Hygiène Assainissement)	Bénévolat : accoucheuse villageoise s'occupe du nettoyage des latrines, sous la supervision de l'accoucheuse titulaire Latrines utilisées par les malades et les accompagnants 1 bloc entretien passable, 1 bloc en bon état	Motivation de l'accoucheuse villageoise	Manque de rémunération : le bénévolat a ses limites	Généralement entretien non rigoureux ! Comme les gens payent, ils se permettent de faire n'importe quoi ! Parfois, il n'y a pas d'eau ; et même quand il y en a (barricade utilisée collectivement), il y a des risques de contamination Impliquer les services d'hygiène Responsabiliser un gérant bien	Latrine avec eau courant à côté Séparer Hommes / femmes Subventionner la construction des latrines Lieux : mosquées, églises Responsabiliser un gérant et le rémunérer décemment Utiliser les désinfectants Sensibiliser les usagers (affiches éducatives)

					rémunéré	
Boucle du Mouhoun	Ecole primaire Sanaba : (6 classes, 6 enseignants, effectif de 447 élèves (216 filles) 1 bloc de 4 latrines fonctionnelles	Une maîtresse responsabilisée (, les élèves nettoient à tour de rôle) Utilisation maximale par les élèves (pas de séparation garçons/filles) Bien à l'écart des classes Entretien déficient (latrines sales)	Les enseignants on pu acheter du savon	Le nombre de latrines insuffisant : certains élèves sont obligés d'aller déféquer dans la nature à la récréation Pas de lavoir, les élèves ne se lavent pas les mains après défécation Manque de matériel de nettoyage (balais, gants etc.)	Les latrines publiques permettent de diminuer la pollution de l'environnement Il faut un comité de gestion, plus les latrines sont propres plus le comportement des usagers s'améliore (« mais j'ai vu aussi le cas d'une cousine du village qui à fait 72 h sans déféquer, en hésitant à utiliser une latrine à Ouaga...tellement cette latrine lui paraissait très propre ! » Impliquer les responsables de la structure	Les latrine doivent être spacieuses, ventilées, avec des trous de vidange, avoir des lavoir à côté. Séparer les hommes des femmes Placer les latrines aux 4 points cardinaux si les lieux sont très fréquentés. Faire participer la population (pour l'amener à mieux les entretenir) Lieux : mosquées, églises, services très fréquentés comme les préfectures Asseoir une structure pour l'entretien quotidien Créer une émulation entre les structures et les motiver en matériel. Sensibiliser pour lever les barrières culturelles

Sud-Ouest	<p>CSPS de Guéguéré : Dispensaire (salles de consultation, de pansement, d'hospitalisation, magasin de produits, dépôt MEG) Maternité (Salle PEV, salles d'accouchement, de consultation prénatale, d'hospitalisation) Salle vivres PAM, forages, 3 bâtiments pour les agents de santé</p> <p>une seule latrine traditionnelle (mur en mauvais état) Fonctionnelle Douche au niveau de la maternité</p> <p>De janvier à octobre 2008 : 259 accouchements sans les accouchements à domiciles qui constituent le quart des accouchements)</p>	<p>Le manoeuvre préposé à l'entretien ne s'y attelle pas ! (7500 F par mois pour la propreté du CSPS)</p>		<p>Plafond en mauvais état (odeurs de chauves souris) Manque d'électricité (vaccins conservés dans un réfrigérateur à gaz) Latrine en mauvais état (les placentas et les lochies des accouchés sont jetés dans la latrine) Manque de lavoir Le dispensaire n'a pas sa propre latrine ni sa propre douche (les gens défèquent aux alentours du dispensaire) Il faut que les accompagnantes s'occupent de la latrine avant de rentrer chez elles Clôturer la latrine, un bon mur construit avec des portes (afin de motiver le manoeuvre à l'entretien)</p>	<p>Souvent des villageois viennent utiliser ma latrine mais l'utilisent mal (ils défèquent à côté)</p>	

Fiche Données Responsables Latrines publiques (Marchés et Gares Routières)

Région	Structure et Description	Mode de gestion et état des latrines	Points positifs dans la gestion des latrines	Points négatifs dans la gestion des latrines	Avis du responsable sur les latrines collectives en général	Propositions d'amélioration de la gestion des latrines collectives en général
Nord	Gare Routière Ouahigouya : 10 latrines 7 sans toitures et non fonctionnelles pendant la saison pluvieuse Moins d'affluence en saison pluvieuse du fait du ralentissement du transport (travaux champêtres)	Latrines confiées en affermage, Gestionnaire payé pour l'entretien Défécation : 50 F Urine : 25 F Douche : 100 F En moyenne des recette journalières de 1500 F (le gestionnaire gagne environ 500 F/ j) Latrines et douches en mauvais état et mal entretenues		Entretien très déficient Problèmes de vidanges, manque de matériel d'entretien	-Gestionnaire : « mettre l'accent sur la réalisation et l'entretien » -Conditions de gestion mauvaises -Les usagers utilisent mal les latrines « certains vont déféquer dans les douches au lieu des latrines (par économie ou par ignorance), certains refusent de payer »	Lieux préférés : mosquées, restaurants, bars, etc. Doter les employés du matériel nécessaire pour l'entretien Sensibiliser davantage les usagers Impliquer les syndicats des transporteurs dans la gestion des latrines (l'Etat doit s'impliquer)
Nord	Marché de Titao (Respo bloc 1) : 3 latrines (PADSEA II) Type VIP	Comité de gestion emploie un gestionnaire Latrines en bon état	Fréquentation élevée chaque vendredi (les autres jours les usagers ont	Pas de contrat avec le gestionnaire Pas de l'argent perçu Faible utilisation par	Les gens apprécient l'existence des latrines Les populations villageoises ne	Mettre un mur pour cacher l'entrée des latrines (intimité des usagers)

			honte)	les femmes (latrines proches des stands du marché : pudeur)	savent pas utiliser les latrines car ils ne connaissent pas les latrines (entretien difficile) Ne savent pas l'utilisation est payante, certaines n'ont les moyens (vieilles personnes) Actes de vandalisme	Lieux : mosquées, églises etc. Responsabiliser un gestionnaire, Rendre les latrines payantes Ouvrir un compte pour dupliquer les latrines Sensibiliser les usagers Mettre des images pour identifier la séparation hommes/femmes (faire un bloc femme / un bloc hommes)
Nord	Marché de Titao (Respo bloc 2): 3 latrines (PADSEA II)	Gérant : 25 F frais d'utilisation Bon état des latrines		Déficit de sensibilisation des usagers des villages	Soulage les populations Impliquer les bénéficiaires à la réalisation Manque d'eau près des latrines Il faut une gestion transparente confiée à un gérant Mauvaise utilisation par les usagers	Concertation des usagers au préalable sur leurs avis dans la conception et l'emplacement des latrines Lieu : mosquée, église Confier la gestion à un gérant qui en

					<p>Défécation autour du trou</p> <p>Refus de payer</p> <p>Impliquer les autorités communales, les usagers, les agents de santé dans la gestion et l'entretien</p>	<p>fait son métier</p> <p>Rémunérer le gérant sur un contrat clair</p> <p>Implication des usagers dans la fixation des prix d'utilisation</p> <p>Epargner</p> <p>Créer un mur de protection pour assurer l'intimité des usagers</p> <p>Sensibiliser les usagers</p>
Centre-Est	Gare routière Bittou : 4 latrines hommes/ 4 latrines femmes (1999) 3 douches hommes/3 douches femmes	Gestionnaire : 25 pour le WC, 10 F pour les urines et 75 F pour la douche			Les latrines permettent de réduire les maladies	
Centre-Est	Latrines municipales publiques Bittou : 6 latrines construites par la mairie en 2005	Gestionnaire 25 F Nettoyage quotidien de la latrine et de ses alentours				<p>Sensibiliser les usagers</p> <p>Assurer la vidange</p> <p>Avoir des produits d'entretien</p>
Sahel	Gare de Dori : 6 latrines (Mairie : 2008) Bon état et bonne utilisation	Gestion confiée à un employé	Bon niveau d'utilisation	Les usagers payent	Les usagers utilisent mal les latrines	<p>Il faut prévoir le matériel d'entretien</p> <p>25 F est un bon prix pour l'utilisation des latrines publiques</p> <p>Sensibiliser les usagers</p>

						Lieux : gares marchés, lieux publics
Sahel	Marché de Dori : 8 latrines (Mairie 2004) 4 en bon état 4 mal entretenues	Gestion confiée à un employé	Bon utilisation des latrines Les recettes permettent de prendre soin des latrines (25 F/ usagers)	Certaines personne manquent de moyens pour accéder aux latrines	Les latrines publiques sont d'une grande utilité, mais elles sont souvent mal entretenues et dégagent des odeurs nauséabondes Certain usagers utilisent mal les latrines Les mairies doivent toujours être impliquées, même si parfois elles sont inefficaces pour leur gestion (problèmes de vidanges)	Faire des latrines couvertes Motiver les gérants des latrines 25 francs est une somme suffisante Sensibiliser les usagers pour leur contribution
Boucle du Mouhoun	Gare routière Dédougou : 2 latrines (Commune) Fonctionnelles Pas de défaut	Un gérant Etat bon		Certains usagers refusent de payer	Il faut du matériel d'entretien Les usagers utilisent mal les latrines Implication de la mairie nécessaire	Type VIP Matériel d'hygiène Matériel d'entretien Sensibiliser les usagers les informer et les impliquer La commune doit écouter nos doléances
Boucle du	Marché de Dédougou :	Gérant	Assez bon état	Refus de payer des	Impliquer la	Type VIP

Mouhoun	4 latrines (Commune) Toutes fonctionnelles	Mettre l'accent sur l'hygiène pour améliorer la cadre de vie des commerçants dans le marché Assez bon état		usagers	Commune (appui en matériel d'entretien) Usagers utilisent mal les latrines La Commune doit s'investir dans la gestion	Matériel d'entretien Il faut sensibiliser les usagers à payer pour l'utilisation des latrines et à avoir de bonnes pratiques d'usage
Sud-Ouest	Gare routière de Dano (Commune et ONG) 4 latrines (Hommes/ Femmes séparés) 2006 Très utilisées	Bénévole Entretien avec du grésil		Insuffisance du nombre de latrines (forte affluence dans la gare)		Garantir la rémunération du gérant Sensibiliser la population
Sud-Ouest	Marché de Dano 5 latrines : 2001 3 sont fonctionnelles Assez propres	Gérant	Nettoyage journalier		Rémunérer le gérant	Sensibiliser les usagers Impliquer la population (créer un comité de gestion)

Annexe 3 : Personnes rencontrées et contacts

Centre-Est

Nom prénoms	Fonction	Adresses / Contact
Sawadogo Yamkaye	Chef de service Ressources en eau et ressources halieutiques Coordonnateur PADSEA II, DRAHRH Tenkodogo	70 25 14 99
Tambourdia Lardia	Sociologue DRAHRH Tenkodogo	70 18 46 31
Kiébré Saydou	Sociologue DRAHRH Tenkodogo	70 30 23 34
Zampaligré Abdoukarim	Maire de Bittou	76 57 09 11
Konseiga Adama	Secrétaire Général	78 80 72 07
Sanou Théophile	Responsable Service Information Communication pour l'Assainissement (SIECA) District Sanitaire de Bittou	70 14 50 86 titiams13@yahoo.fr
Diessongo Boukary	Inspecteur Circonscription d'Education de Base de Bittou	70 16 57 42
Nacro Yacouba	Enseignant Circonscription d'Education de Base de Bittou	70 22 76 58
Sanfo Marou	Médecin Chef District Sanitaire de Ouargaye	70 32 28 22 / 40 71 35 19
Compaoré Paul	Responsable Service Information Communication pour l'Assainissement (SIECA), District Sanitaire de Ouargaye	70 26 77 66 40 71 35 19

Nord

Nom prénoms	Fonction	Adresses / Contact
Sana Seydou	Directeur Régional DRAHRH du Nord, Ouahigouya	70 23 04 99 / 76 61 04 90 drahrh@yahoo.fr sanasey@yahoo.fr
Kindo Dramane	Chef de service des ressources en eau et des ressources halieutiques, Coordonnateur du PADSEA II, DRAHRH du Nord, Ouahigouya	70 44 16 50 cheikidramane@yahoo.fr
Yanaba Ahmed	Hydrogéologue Service Ressources en eau DRAHRH du Nord, Ouahigouya	70 04 26 93 yanabalahmed@yahoo.fr
Mme Nignan Victorine	Préfet de Léba	76 67 76 04
Sawadogo Alamissa	Directeur Provincial du Lorum, Titao, DRAHRH du Nord	40 55 71 18 70 42 54 41
Sanou Florian	Gestionnaire, District Sanitaire de Titao	70 33 54 34 fsanou@yahoo.fr
Mme Kagoné Mariam	Présidente Association des Femmes pour la Promotion et la Protection de l'Hygiène dans la Commune de Titao	76 52 84 25

Sahel

Nom prénoms	Fonction	Adresses / Contact
Coulibaly Oumar	Chargé de l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Assainissement (AEP), DRAHRH du Sahel	70 26 64 76 40 46 02 64 baye33@yahoo.fr
Ernest Ouédraogo	Directeur Provinciale de l'Agriculture de l'Oudalan, Gorom-Gorom, DRAHRH du Sahel	70 13 17 03 40 46 91 35
Maiga Assimi	Chef de service des ressources en eau et des ressources halieutiques, Direction Provinciale de l'Agriculture de l'Oudalan, Gorom-Gorom, DRAHRH du Sahel	70 31 68 01
Evariste Gandema	Socio-economiste Département Développement durable, Essakane SA	70 05 13 90 evagandema@yahoo.fr
Drabo Amadou	Officier de Police, Chef du Poste de Police du	70 15 26 45

	site minier d'Essakane	
Manli Assane	Major, CSPS d'Essakane	70 53 97 89
Boubacar Seydou dit Garba	Président Communauté nigérienne de Essakane site	70 31 53 93
Maïga Abdourahmane	Commerçant, propriétaire de douches privées, Essakane site	70 31 54 24
Amadralli Ag Inikbalane	Délégué Secteur 5 Essakane site	70 36 04 64

Boucle du Mouhoun

Nom prénoms	Fonction	Adresses / Contact
Koussoubé Idrissa	Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, Boucle du Mouhoun	70 26 99 81
Zina Mady	Chef de service Education pour la santé et l'assainissement, Direction Régionale de la Santé, Boucle du Mouhoun	70 32 02 84
Coulibaly Souleymane	Maire de Sanaba	70 74 14 07 / 76 49 66 50
Sawadogo Prosper	Major, CSPS de Sanaba	70 77 10 13/ 76 00 45 76
Yameogo Yemdaogo	CSPS de Sanaba	
Sidibé Dramane	Directeur Ecole primaire de Sanaba A	70 87 42 87

Sud-Ouest

Nom prénoms	Fonction	Adresses / Contact
Kafando Wendpanga Emile	Infirmier, CSPS de Guéguéré	75 49 67 00

Annexe 4 : Equipes enquêteurs et contacts

Centre-Est

Nom prénom	Téléphone
Dieudonné Yougma	70 71 88 63
Raphaël Vébamba	40 70 03 85
Mady Kouraogo	70 60 68 19
Lardia Tambourdia	70 18 46 31

Nord

Nom prénom	Téléphone
Ahmed Yanaba	70 04 26 93 yanabalahmed@yahoo.fr
Thomas Bado	70 28 85 30 ba_liziagne@yahoo.fr
Antoine N'do	70 32 55 01 Anaschan2002@yahoo.fr
Adama Ouédraogo	70 42 53 73 Ouedama72@yahoo.fr
Michel Ouédraogo	

Sahel

Nom prénom	Téléphone
Mohamed Ag Almoustapha	
Ibrahim Ag Hama	
Akmoudou Ag Razoum	
Tamboura Saidou	
Issa Bilampo Tindano	70 05 05 53
Olivia Tigati	70 67 66 20

Boucle du Mouhoun

Nom prénom	Téléphone
Ouangré Youssouf	
Dakuyo Yizoumou Sylvestre	75 01 17 85
Sawadogo Armand	75 26 98 13

Sud-Ouest

Nom prénom	Téléphone
Some Suzanne	70 01 93 27
Some Winviel Charles	76 30 54 85 / 78 31 95 69